

Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et RévolutionnairE
(fondée sur le programme historique de la IVe Internationale)

N°12, mai-juin 2012 — 1€ (soutien : 2€)

Grèce :

Le tsunami électoral approfondit la crise politique



Auto-organisation et front unique ouvrier pour empêcher l'austérité et résister aux fascistes !



France :
Pas d'état de grâce pour Hollande !



NPA :
Bilan critique de la campagne Poutou



**Crise économique :
Austérité à l'infini ou socialisme**

Aucun état de grâce pour Hollande ! Sans attendre, préparons et engageons des mobilisations pour imposer nos volontés au nouveau gouvernement et au patronat

Une majorité des travailleurs, des travailleuses et des jeunes ont utilisé leur bulletin de vote pour se débarrasser de Sarkozy. Il s'agissait pour eux de tourner la page de celui qui a ouvertement gouverné pour les riches, attaqué les droits des travailleurs, pourchassé les immigrés, mis en cause les libertés démocratiques, concocté des diktats européens avec son amie Angela Merkel et des opérations impérialistes en Afrique avec ses amis américains. Le résultat de l'élection française s'inscrit également dans la logique de l'électorat populaire qui, partout en Europe, sort les sortants pour leur faire payer de lui avoir fait payer la crise.

Aucune illusion à se faire sur Hollande !

Pour autant, il n'y a rien à attendre de Hollande, qui va poursuivre et aggraver la politique d'austérité et de « réformes structurelles » car la crise du capitalisme l'exige impérativement. S'il a été élu bien davantage par rejet de son principal adversaire que par adhésion à son propre projet, une partie de ses électeurs et électrices espèrent malgré tout que sa politique sera meilleure ou en tout cas « moins pire » que celle du sortant. Cet espoir ne se fonde pourtant pas sur le programme du PS, qui ne s'est engagé ni à « changer la vie », ni même à restaurer des droits ouvriers et les libertés démocratiques. Au contraire, durant la campagne, au-delà de quelques promesses faciles sur le « style » de la présidence et sur le « respect » des gens, Hollande ne s'est pas opposé fondamentalement à la politi-

tique menée par Sarkozy, mais il a promis de « donner du sens à l'austérité ». Il s'est même engagé à expulser les personnes en situation irrégulière, voire à diminuer le quota d'étrangers autorisés à séjourner en France selon les besoins de l'économie !

Certes, Hollande est obligé d'annoncer quelques mesures pour justifier son élection et nourrir un minimum d'illusions (hausse de l'allocation de rentrée scolaire, abrogation du décret sur l'évaluation des enseignants, nouvelle loi sur le harcèlement sexuel, abrogation de la circulaire Guéant contre les étudiants étrangers...). Mais dans les prochains mois, pour le fond de sa politique, il est condamné à se soumettre doubllement au capital financier : en payant la dette au prix de l'austérité et en attaquant les acquis ouvriers au nom de la « croissance ». Il n'a pas fallu attendre longtemps pour le vérifier : à peine investi, le nouveau président a signé des deux mains la déclaration finale du G8 auquel il a participé le 20 mai. Les journaux de la bourgeoisie veulent nous faire croire qu'il y aurait une inflexion du G8 dans le sens de la « croissance », mais cette cavérne de brigands impérialistes est surtout d'accord pour imposer des « réformes structurelles » au nom de la compétitivité, autrement dit pour liquider le droit du travail. Le communiqué du G8 précise que ces « réformes » doivent être « *non inflationnistes* », c'est-à-dire en fait qu'il n'est pas question d'augmenter les salaires. Il s'agit aussi d'imposer la « *consolidation budgétaire* », c'est-à-dire de baisser les dépenses publiques, voire d'aug-

menter les impôts. Enfin, le G8 exige que la Grèce « *respecte ses engagements* », c'est-à-dire qu'elle applique le nouveau plan d'attaques monstrueux contre les travailleurs que ceux-ci rejettent massivement. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'avec Hollande, « le changement », ce n'est pas « maintenant » !

Mais ce ne sera pas non plus pour demain. La promesse de négocier un volet « croissance » au nouveau traité européen est de la poudre aux yeux, car l'essentiel, qui n'est pas remis en cause par Hollande, c'est que ce traité prévoit d'imposer l'austérité permanente. De plus, c'est le plus puissant impérialisme d'Europe, c'est-à-dire l'Allemagne, qui décide la politique de la Banque centrale européenne ; or elle ne cédera pas sur les euro-obligations et il est probable que Hollande s'incline en échange de promesses purement formelles sur la « croissance ». Enfin, pour relancer réellement la croissance, c'est-à-dire l'accumulation du capital, il faudrait dévaloriser massivement le capital, c'est-à-dire fermer des milliers d'entreprises, faire monter le chômage et briser la réglementation du travail, jusqu'à ce que les investissements réels redeviennent attractifs pour le capital.

Succès du Front national = danger

La politique de Hollande ne peut conduire qu'à une aggravation de la situation sociale et à une crise de la représentation politique et de l'« alternance », dont nous ne voyons jusqu'à présent que

les premiers signes annonciateurs. C'est ainsi que la campagne de Sarkozy a confirmé et encore aggravé le durcissement de la droite française par la reprise des thèmes du Front national. Le FN a non seulement retrouvé un score comparable à celui de 2002¹, mais surtout cela s'est fait sur la base d'une campagne sensiblement différente car fortement axée cette fois sur la dénonciation de la finance, des riches et du libéralisme; or cela marque la progression du FN au sein des catégories populaires, surtout celles des villes moyennes, des zones péri-urbaines et des campagnes désolées qui ont subi de plein fouet les effets de la dégradation socio-économique et les fermetures de services publics.

Dans l'immédiat, la stratégie du FN est de faire exploser l'UMP pour mettre en minorité ce qui reste du gaullisme et du centrisme en créant un rassemblement populaire hégémonique à droite, capable d'accéder au pouvoir, ce qui serait déjà extrêmement dangereux. Mais il est clair que, avec l'aggravation de la crise et la faillite prévisible du PS au pouvoir, les conditions d'une possible évolution d'une partie significative de l'extrême droite vers le fascisme vont s'accumuler. Nous n'y sommes pas encore, mais l'histoire comme les importants progrès du groupe néo-nazi « Aube dorée » en Grèce et, à plus petite échelle, la recrudescence des groupes fascistes en France, montrent que cette éventualité n'est désormais plus à exclure à moyen terme.

Il est donc indispensable de combattre le Front national sur deux fronts : nous devons tout d'abord défendre un programme anticapitaliste convaincant, montrer aux travailleurs attirés par l'apparente radicalité de Marine Le Pen que son programme démagogique est bien celui d'une autre politique au service de la bourgeoisie

sie, qui pourra servir de recours le jour où l'alternance UMP/PS ne marchera plus. De ce point de vue, il est évidemment hors de question de renoncer à présenter nos candidatures aux législatives à Hénin-Beaumont comme dans toutes les circonscriptions où le FN risque de faire de bons scores : la voix de l'anticapitalisme et l'indépendance à l'égard des réformistes sont d'autant plus importantes dans ces endroits que beaucoup de gens des catégories populaires votent FN parce qu'ils sont écoeurés par la politique du PS et le soutien que lui apporte le PC depuis tant d'années.

Mais il est évident que l'indispensable défense de notre programme auprès des travailleurs, travailleuses et jeunes ne peut pas suffire : il est urgent de réactiver et d'étendre des structures unitaires contre l'extrême droite et les fascistes afin de mobiliser largement contre les agressions qu'ils perpétuent sur des militants ou des étrangers et d'être toujours prêts à manifester plus généralement contre leurs initiatives politiques et leur présence même dans les villes, les villages et les quartiers.

Après son succès électoral, le Front de gauche prépare déjà sa capitulation face à Hollande

De l'autre côté, le refus du PS d'affirmer une orientation de rupture sur le fond avec celle de Sarkozy a ouvert un espace qui a profité au Front de gauche. Par son programme réformiste et ses talents personnels, Mélenchon a réussi à donner à la gauche du PS un score à deux chiffres pour la première fois depuis 1981. Même si le résultat est inférieur à ce qu'annonçaient les sondages en fin de campagne, il est bien supérieur à ce qu'ils prévoyaient au début

et il évident que c'est un succès pour Mélenchon et le PCF. Cela exprime la recherche d'une alternative à gauche du PS, attirant notamment la grande majorité de celles et ceux qui se sont le plus battus dans les luttes ces dernières années. Mais ce succès électoral se fait aux dépens des candidats d'extrême gauche, dont Mélenchon a récupéré l'essentiel des voix de 2002 et 2007. C'est un revers important pour LO et le NPA : ils n'ont pas su répondre aux attentes des travailleurs, travailleuses et jeunes qui s'étaient dans un premier temps tournés vers eux. Il est cependant évident que les succès électoraux ne suffisent pas à constituer de véritables forces politiques et rien ne dit que le Front de gauche saura organiser massivement celles et ceux qui ont voté pour Mélenchon ; ils pourraient au contraire être vite écoeurés par la politique de soutien à Hollande.

Le PCF décidera au lendemain des législatives s'il participe ou non au gouvernement. Même si le plus probable est qu'il n'y entre pas, il ne fait pas de doute qu'il soutiendra la majorité parlementaire du PS sous une forme ou sous une autre. Quant à Mélenchon, d'une part il voudrait garder son rôle personnel de tribun contestataire en espérant pouvoir en profiter en 2017 : c'est ainsi que son parachutage « spectaculaire » à Hénin-Beaumont pour un duel très médiatique avec Marine Le Pen vise à maintenir son existence sur la scène nationale. Mais, d'autre part, non seulement il reste dépendant du PC, qui veut tout faire pour limiter son poids depuis la présidentielle, et surtout lui-même, en bon réformiste, n'a pas d'autre horizon que de faire pression sur le gouvernement Hollande, tout en le soutenant aux moments cruciaux. C'est ainsi que Mélenchon a déclaré dès le lende-

1. Avec 17,9% des voix, le score de Marine Le Pen est un peu inférieur à celui de son père et de Mégret réunis en 2002 (19,2%), mais ce pourcentage correspond à une progression d'un million de personnes (de 5,4 à 6,4 millions de voix), soit une hausse de 15% ; il faut noter toutefois que, dans le même temps, le nombre de suffrages exprimés au premier tour est passé de 28 498 471 à 35 883 209, soit une augmentation de 25,9%.

main de l'élection que, le 20 mai sur France inter : « *Moi je n'embête pas Hollande, avec Hollande c'est à la loyale (...). Il sait que je suis intractable, il sait que je suis inflexible, qu'on ne marchendra pas avec moi* ». Autrement dit, Mélenchon compte garder sa posture de « fort en gueule », mais il s'engage à ne pas mettre de bâtons dans les roues de Hollande. Il a explicité cette ligne en disant : « *J'ai pris un engagement solennel au nom du Front de gauche : jamais le groupe du Front de gauche (...), nous ne voterons une motion de censure déposée par la droite* ». Et il a bien précisé qu'ils ne voteront pas une telle motion même si le gouvernement utiliser pour légitimer l'un des dispositifs le plus anti-démocratiques de la Ve République, à savoir l'article 49-3 de la Constitution, qui permet au gouvernement d'imposer des lois sans débat et sans vote à l'Assemblée, sous la seule réserve qu'il n'y ait pas, précisément, de motion de censure contre lui ! Autrement dit, sous prétexte de ne pas faire le jeu de la droite, le Front de gauche s'engage à ne jamais faire tomber le gouvernement... qui pourra donc mener sa politique d'austérité sans crainte, voire au forceps ! Enfin, Mélenchon a certes affirmé lors de la même émission que les députés FdG ne voteront pas « *n'importe quoi dans le budget* », mais il n'a même pas envisagé de ne pas voter le budget lui-même, qui impliquera pourtant de toute évidence une sévère austérité !

La classe ouvrière et la jeunesse ont besoin d'un programme politique indépendant

Cette capitulation qui s'annonce de Mélenchon et du Front de gauche face à Hollande est une tendance lourde inscrite dans son programme réformiste (d'ailleurs bien moins avancé que celui du

programme commun PS-PCF des années 1970 !) et dans sa logique essentiellement institutionnelle consistant à faire croire qu'on pourrait changer les choses depuis l'Assemblée, en faisant pression sur le gouvernement¹. C'est pourquoi les anticapitalistes cohérents et conséquents, c'est-à-dire révolutionnaires, ne doivent en aucun cas rejoindre le Front de gauche, comme s'apprête à le faire la direction de la Gauche anticapitaliste, courant droitier du NPA qui regroupe une bonne partie de l'ancienne direction de la LCR. Mais l'indépendance formelle à l'égard du Front de gauche ne suffit pas, contrairement à ce que croit le centre mou de la direction actuelle du NPA, qui rassemble l'autre partie de l'ancienne direction de la LCR et maintient l'orientation du parti dans le flou. Ce flou programmatique et stratégique, qui contraste avec la clarté réformiste mais ferme et relativement attractive du Front de gauche, est la faiblesse fondamentale dont ont pâti la campagne du NPA comme celle de LO, malgré leurs qualités respectives (cf. l'article d'Ernest Enevold et Pauline Mériot).



Ce dont la classe ouvrière et la jeunesse ont besoin, ce n'est pas des mesures impuissantes ou illusoires mises en avant par Mélenchon, mais c'est d'un *programme de transition* qui part des revendications immédiates et s'axe sur l'objectif d'un *gouvernement des travailleurs*. Celui-ci, reposant sur les mobilisations et l'auto-organisation, romprait avec le capitalisme par des mesures comme la répudiation de la dette pu-

blique, l'expropriation des groupes du CAC 40 pour en faire des monopoles publics sous le contrôle des salariés eux-mêmes, la rupture avec l'Union européenne et sa monnaie, le contrôle des changes et le monopole du commerce extérieur, tout en aidant les travailleurs des autres pays à faire de même, dans la perspective d'une Europe socialiste révolutionnaire. C'est sur cette base que nous combattons pour une refondation révolutionnaire du NPA.

Nécessité du front unique ouvrier et priorité aux luttes

En même temps, nous devons prendre une part active dans les mobilisations immédiates de la classe ouvrière, de la jeunesse, des femmes, des opprimés. Ces luttes ont besoin de victoires et celles-ci supposent l'unité. C'est pourquoi nous proposons aux organisations du mouvement ouvrier l'unité dans les luttes sur la base des revendications et en poussant à leur convergence. Il s'agit bien d'une question politique : celle de l'indépendance de classe, qui pose immédiatement le problème de l'indépendance à l'égard du gouvernement Hollande. C'est pour cela que nous interpellons les syndicats et les partis du Front de gauche de la base au sommet : allez-vous accepter le maintien ou exiger l'abrogation des lois du sarkozysme que nous avons dénoncées ensemble, que le PS lui-même prétendait refuser et que la prochaine majorité pourrait, si elle le voulait, rayer d'un trait de plume ? Allez-vous laisser passer ou vous battre contre la ratification par Hollande du traité européen imposant l'austérité permanente, qu'il intègre ou non des promesses de « croissance » ? Allez-vous laisser Hollande et son équipe concocter l'« austérité de gauche » ou contribuer à préparer la résistance pour la mettre

1. Cf. dans notre précédent numéro notre article « Mélenchon : un sauveur pour les travailleurs », également lisible sur <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=343>

en échec ? Allez-vous laisser passer ou combattre l'avalanche de plans de licenciements et de fermetures d'entreprises qui, passée l'élection, commence à reprendre de plus belle (Air France, SNCM, PSA à Aulnay et Sevelnord, General Motors à Strasbourg, Arcelor Mittal à Gandrange, Petroplus à Petit-Couronnes, Fralib à Géménos, Technicolor à Angers...) ?

Telles sont les questions clés de la situation immédiate.

Nous posons ces questions aux organisations du mouvement ouvrier, mais d'ores et déjà des travailleurs, des travailleuses, des jeunes n'attendent pas. Des luttes ont lieu, notamment contre les licenciements, et des espoirs existent. Quels que soient les obstacles, il faut tout faire pour

qu'elles remportent des victoires. Notre priorité est de les populariser, d'y intervenir autant que possible, d'œuvrer à leur convergence. C'est aussi de cette façon, et de cette façon seulement, qu'il sera possible de relancer la construction du NPA comme un vrai « parti des luttes ».

Ludovic Wolfgang

FRANCE

Élection présidentielle :

Quelques données sociologiques sur les résultats du premier tour

Les résultats bruts du 1er tour de l'élection présidentielle

Les résultats de l'élection présidentielle n'ont pas réservé de grandes surprises : hormis Le Pen (sous-estimé de 2 points) et Mélenchon (surestimé de 2 points), les sondages ont estimé correctement le score des différents candidats (FIGURE 1).

Le total des voix de gauche est plus élevé qu'en 1995, 2002, 2007, mais il est nettement en deçà de ce qu'il était en 1974, 1981 ou 1988 (FIGURE 2). Cependant, le score très élevé du FN (qui se reporte très mal sur Sarkozy) laisse entrevoir une très nette victoire de Hollande au second tour.

La percée de Mélenchon se fait au détriment de l'extrême gauche anticapitaliste, qui avec 1,7% en cumulé fait son plus mauvais score depuis au moins 1969¹. En effet, l'ensemble des voix qui se sont portées vers un candidat à la gauche du PS est inférieur à ce qu'il était en 1995 et 2002. Il n'y a

donc aucune raison de se réjouir du score de Mélenchon, qui siphonne l'électorat de la gauche anticapitaliste pour le faire rentrer dans le cadre de l'ordre républicain bourgeois (certes antilibéral).

Une abstention populaire élevée

Les commentateurs bourgeois se sont trop rapidement félicités d'une très forte participation. Pourtant, le taux d'abstention (20,5%) est nettement supérieur à celui de 2007, et se situe plutôt au dessus de celui des élections précédentes (hormis l'exception de 2002), voir FIGURE 3. Il faut également ajouter les votes blancs et nuls (1,5% des inscrits). Au total, c'est plus de 10 millions de français inscrits sur les listes électorales (auxquels il faudrait ajouter les 3 millions environ de non inscrits) qui ont refusé de voter pour un des candidats à l'élection).

Le très fort taux d'abstention

en 2002 s'expliquait avant tout par l'abstention inhabituellement forte des catégories les plus aisées de la population (FIGURE 4). Alors que les catégories populaires s'abstinent en général davantage, l'abstention était en 2002 autour de 30% pour toutes les catégories. La forte baisse de l'abstention en 2007 a beaucoup moins concerné les ouvriers et employés. Et en 2012, même s'il faut rester prudent en attendant des études sur des échantillons plus conséquents, l'abstention populaire semble très élevée : 25% chez les employés, et surtout 37% chez les ouvriers. Si on ajoute les votes blancs et les non inscrits, ce serait près d'un ouvrier sur deux qui aurait refusé de voter pour un des candidats en liste².

L'électorat du Front national : composition et évolution

Le score du Front national (18%) est très important : la progression est impressionnante si on

1. Où Krivine n'avait réalisé que 1,06%. Cependant, Rocard, candidat du PSU, avait réalisé 3,6%

2. Sources :

– Pour 2002 et 2007 : http://www.cevipof.com/PEF/2007/V1/rapports/MobilisationElectorale_AM.pdf

– Pour 2012 : http://www.institut-viavoice.com/docs/Présidentielle2012_Post-electoral_premier-tour.pdf

Les résultats sont à analyser avec prudence car les effectifs sondés sont faibles

	BVA	CSA	Ipsos	TNS Sofres	Ifop	Harris	Moyenne	RESULTATS
Arthaud	0	1	0	0	0,5	0,5	0,33	0,56
Poutou	1,5	1,5	1,5	1	1	1,5	1,33	1,15
Mélenchon	14	14,5	14	13	13,5	12	13,5	11,11
Cheminade	0	0	0,5	0	0	0	0,08	0,25
Joly	2	2	2	3	2,5	3	2,42	2,31
Hollande	30	28	29	27	26	27,5	27,91	28,63
Bayrou	10	10,5	10	10	11	11	10,42	9,13
Sarkozy	26,5	25	25,5	27	28	26,5	26,41	27,18
Dupont Aignan	2	1,5	1,5	2	1,5	2	1,75	1,79
Le Pen	14	16	16	17	16	16	15,83	17,9

FIGURE 1 – *Derniers sondages 1er tour (effectués les 18-19 avril) et résultats finaux*

		1988	1995	2002	2007	2012
Gauche antilibérale et anticapitaliste	Total	11,23	13,94	13,81	9	12,82
	Antilibéraux	8,86	8,64	3,37	3,25	11,11
	Anticapitaliste	2,37	5,3	10,44	5,75	1,71
PS et divers gauche		34,11	23,3	18,5	25,87	28,63
Verts		3,78	3,32	5,25	1,57	2,31
Total gauche		49,12	40,56	37,56	36,44	43,76
Ni gauche ni droite			0,28	5,33	18,57	9,38
Droite		36,5	44,16	37,93	34,56	28,97
Extrême droite		14,38	15	19,2	10,44	17,9

FIGURE 2 – *Résultats par grande famille politique (comparatif avec élections précédentes)*

rapporte son score à celui de 2007, mais elle très modérée par rapport aux scrutins présidentiels antérieurs. Ainsi, en 2002, le FN avait réalisé 16,9%, mais Mégrét avait réalisé 2,3%, ce qui portait l'extrême droite à plus de 19% (avant le « sursaut » du 2nd tour où Le Pen n'a réalisé que 17,8%, mais tout de même 700 000 voix supplémentaires par rapport au 1er tour). Toutefois, l'extrême droite progresse de près d'un millions de voix (950 000) entre 2002 et 2012, une progression de 17,4% en valeur absolue, à mettre en rapport cependant avec la progression de 11,7% du corps électoral entre 2002 et 2007 (près de 5 millions

d'inscrits supplémentaires).

L'électorat du FN est l'électorat le plus clivé socialement (avec celui de l'UMP dans le sens inverse) : 30% des classes populaires en âge de travailler ont voté pour Le Pen (35% des ouvriers et 25% des employés)¹ et seulement 8% des cadres et professions intellectuelles.

L'électorat du FN a beaucoup changé ces 25 dernières années. En 1988, le FN ne perçait pas particulièrement chez les ouvriers et employés. En revanche, il perçait chez les commerçants et artisans, et faisait un score important chez les cadres. Puis la composante populaire (ouvriers

et employés) n'a cessé d'augmenter. Il est d'ailleurs intéressant de noter que, contrairement à une idée répandue, Sarkozy a surtout récupéré en 2007 le vote FN des cadres et professions intermédiaires, le FN résistant particulièrement bien chez les ouvriers (réalisant 23% contre 10,5% en moyenne). En 2012, le FN progresse dans toutes les catégories professionnelles, mais il est avant tout très fort d'une part chez les ouvriers et les employés, d'autre part chez les commerçants, artisans, et agriculteurs², voir FIGURE 5.

1. D'autres sondages donnent des résultats différents (selon Ipsos, Le Pen ferait « seulement » 29% chez les ouvriers), mais nous avons utilisé le sondage effectué sur l'échantillon le plus vaste : plus de 10 000 sondés.

2. Sources :

- Pour 1988 : <http://www.lelab2012.com/historique-elections-presidentielles-structure-electorat.php#1988>
 - Pour 1995 : <http://www.lelab2012.com/historique-elections-presidentielles-structure-electorat.php#1995>
 - Pour 2002 : <http://tinyurl.com/elections-2002>
 - Pour 2007 : <http://www.ipsos.fr/ipsos-public-affairs/sondages/1er-tour-presidentielle-2007>
 - Pour 2012 : <http://opinionlab.opinion-way.com/>
- (échantillon de plus de 10 000 personnes donc a priori très précis)

Taux d'abstention	1974	1981	1988	1995	2002	2007	2012
1 ^{er} tour élection présidentielle	15,8	18,9	18,6	21,6	28,4	16,2	20,5

FIGURE 3 – *Abstention*

Taux d'abstention (1 ^{er} tour élection présidentielle)	2002	2007	2012
Total	28,4	16,2	20,5
Ouvriers	28	20	37
Employés	33	19	25
Professions intermédiaires	30	11	15
Cadres et professions intellectuelles	30	10	17
65 ans et plus	29	12	14

FIGURE 4 – *Abstention par catégories socio-professionnelles*

D'un point de vue géographique¹ (FIGURE 6), le FN augmente davantage (en proportion) là où il était le plus faible (l'ouest du pays). Mais ses bastions demeurent le Nord Est industriel et le Sud est. Il est intéressant de noter que les évolutions de la composition de l'électorat du FN se reflètent sur le plan géographique. Ainsi, la progression du FN dans le Pas de Calais est impressionnante : il fait plus que doubler son score entre 1988 (11,4%) et 2012 (25,53%) ; on remarquera aussi que l'électorat du FN avait particulièrement résisté dans ce département industriel en 2007 (ce qui confirme que Sarkozy a surtout repris l'électorat aisné du FN en 2007). Autre exemple : dans la Somme industrielle, le FN progresse aussi fortement entre 1988 (13,8%) et aujourd'hui (23,8%). En revanche, sur la même période, le FN a régressé dans les Alpes maritimes et a vu son score divisé par deux à Paris. A noter aussi la baisse importante du score du FN en Seine Saint Denis.

Les commentateurs ont noté une autre caractéristique du FN :

sa percée dans les zones rurales, en particulier les zones périurbaines (zones rurales à proximité des grandes villes d'où les classes populaires ont été chassées) et sa baisse dans les grandes villes (6,2% à Paris et 9,9% à Lyon). Le nouveau discours « social » et étatiste du FN, notamment la thématique de la lutte contre la disparition des services publics dans les campagnes et les petites villes pavillonnaires, n'est sans doute pas pour rien dans ce succès.

Le Pen a réussi à élargir l'électorat du FN en associant à son discours traditionnel sécuritaire et anti-immigrés (qu'il partage avec l'UMP), un discours « social », étatiste, « antilibéral » contre l'« UMPS » qui défend « l'Europe ultralibérale » (qui l'oppose à l'UMP)². Si ce nouveau discours a pu désorienter l'électorat bourgeois du FN, il a séduit un électorat populaire, venant en partie de la gauche (et qui d'ailleurs votera en grande partie pour Hollande au second tour). C'est pourquoi la surenchère sécuritaire et anti-immigrés de Sarkozy ne suffira certainement pas à convaincre

bon nombre d'électeurs de Le Pen qui exècrent tout autant, voir plus, Sarkozy que Hollande. Seul un électeur de Le Pen sur deux s'apprête d'ailleurs à voter Sarkozy au second tour (25% pour Hollande et 25% pour l'abstention) d'après une moyenne des sondages parue au soir du 1er tour.

Le vote en faveur du FN est un vote de classe (d'un point de vue sociologique) sans conscience de classe. Ce sont les prolétaires les plus atomisés et les plus isolés (y compris d'un point de vue géographique) qui ont voté massivement pour Le Pen. On peut faire un parallèle³ entre l'analyse que faisait Marx de la classe paysanne et cette partie du prolétariat. Marx, dans *Le 18 Brumaire de L. Bonaparte*⁴, décrivait les paysans comme « une masse énorme dont les membres vivent tous dans la même situation, mais sans être unis les uns aux autres par des rapports variés », incapable d'agir collectivement comme une classe consciente de ses intérêts, donc impuissante et réduite à s'en remettre à un homme providentiel. C'est un peu l'état dans lequel se trouvent ces

1. Sources : résultats officiels (ministère de l'intérieur)

2. Selon *Opinion Way* (<http://opinionlab.opinion-way.com/>), Sarkozy fait mieux que Le Pen parmi « ceux qui pensent qu'il y a trop d'immigrés en France » (36% contre 28%), « ceux qui pensent que l'islam est une menace pour l'occident » (34% contre 27%), « ceux qui pensent que les chômeurs pourraient trouver du travail si ils le voulaient vraiment » (40% contre 24%). C'est sur les thématiques sociales ou souverainistes que le FN marque des points sur Sarkozy (48% de ceux qui veulent sortir de l'euro ont voté Le Pen contre 11% en faveur de Sarkozy).

3. Nous reprenons cette comparaison d'une contribution publiée sur le site Bellaciao : <http://bellaciao.org/fr/spip.php?article127314>

4. Cf. <http://www.marxists.org/francais/marx/works/1851/12/brum.htm>

	1988	1995	2002	2007	2012
Total	15	15,5	17	10,5	18
Agriculteur	14	16	20	19	16
Commerçant, artisan, industriel	23	13	19	15	
Cadre, profession intellectuelle	17	6	8	3	8
Profession intermédiaire	10	14	14	6	13
Employé	13	24	16	14	25
Ouvrier	18	23	30	23	35
Retraité	12	11	16	9	11

FIGURE 5 – *Électorat du FN par catégories socio-professionnelles entre 1988 et 2012*

	1988	1995	2002	2007	2012
Total	15	15,5	17	10,5	18
Pas de Calais	11,4	15,21	18,41	16,02	25,53
Alpes Maritimes	24,24	22,48	25,99	13,47	23,5
Bouches du Rhône	26,4	21,43	22,4	13,87	23,38
Bas Rhin	21,94	25,83	23,38	13,19	21,21
Paris	13,38	9,25	9,35	4,58	6,2
Somme	13,8	15,24	16,31	14,36	23,77
Seine Saint Denis	19,81	18,78	17,74	9,04	13,55

FIGURE 6 – *Évolution de l'électorat du FN entre 1988 et 2012 dans quelques départements*

prolétaires, isolés face à leur patron, pris à la gorge par des crédits, relégués loin des centre villes, et dont l'abrutissement télévisuel fait souvent office de seul lien social avec l'extérieur.

Pour qui votent les sympathisants des syndicats ?¹

Malgré une percée chez les salariés proches des syndicats, le FN séduit essentiellement des travailleurs hostiles ou indifférents aux syndicats. Le FN fait 12% auprès des sympathisants des syndicats : 9% parmi les proches de la CGT, mais 25% parmi les proches de FO (qui regroupe essentiellement des ouvriers et employés, notamment des fonctionnaires de catégorie C).

Ce sont Hollande et Mélenchon qui font les meilleurs scores chez les travailleurs proches des syndicats : 43% pour Hollande et 19% pour Mélenchon. Sans surprise, Mélenchon fait ses meilleurs score chez les sympathisants de la CGT (39%), de Solidaires (39%) – où il fait presque jeu égal avec Hol-

lande – et de la FSU (31%), alors que Hollande fait ses meilleurs scores chez les sympathisants de la CFDT (56%) et de l'UNSA (49%).

Il est difficile de tirer des conclusions sur le vote Poutou, compte tenu du faible score et de la taille limitée des échantillons. Néanmoins, Poutou semble réaliser des scores nettement supérieurs à sa moyenne chez les proches de Solidaires (8%) et de FO (6%).

Le cœur de l'électorat de Hollande : les couches supérieures du salariat

L'évolution de l'électorat du PS est très nette : en 1988, Mitterrand faisait un score supérieure à sa moyenne chez les ouvriers et employés. En 1995, Jospin faisait son score moyen chez les ouvriers et employés. Depuis, l'électorat ouvrier a décroché du vote PS : 21% en 2007 et 2012, soit nettement moins que le score moyen du PS. En revanche, le PS réalise depuis

2002 ses meilleures performances chez les cadres (FIGURE 7).

Il est donc totalement erroné d'affirmer, comme le fait le démagraphe Emmanuel Todd², que le PS a reconquis ou est en voie de reconquérir l'électorat populaire. Il est même frappant de constater à quel point l'immense rejet de Sarkozy dans les classes populaires n'a pas du tout profité au PS. Mais Todd, qui soutient Hollande tout en pourfendant l'euro et le libre échange, délite complètement en prédisant un « tournant de 1983 à l'envers », c'est-à-dire une rupture de Hollande avec l'Europe libérale pour pouvoir mettre en œuvre une véritable politique sociale au service des classes populaires.

Le cœur de l'électorat de Sarkozy : les vieux et les patrons

En 2007, le cœur de l'électorat de Sarkozy était déjà les patrons (grands et petits) et les retraités. Contrairement à une légende,

1. D'après un sondage *Harris Interactive* : http://www.harrisinteractive.fr/news/2012/Results_HIFR_Liaisonssociales_23042012.pdf

2. Dans l'émission *Arrêt sur images* du 27 avril 2012

	PS				
	1988	1995	2002	2007	2012
Total	34	23	16	26	29
Agriculteur	23	16	2	8	21
Commerçant, artisan, industriel	18	12	9	15	
Cadre, profession intellectuelle	24	25	18	31	34
Profession intermédiaire	34	22	13	31	35
Employé	38	21	15	25	27
Ouvrier	42	25	15	21	21
Retraité	37	26	19	23	31

	UMP	
	2007	2012
Total	31,1	27,2
Agriculteur	36	37
Commerçant, artisan, industriel	44	
Cadre, profession intellectuelle	29	28
Profession intermédiaire	26	20
Employé	29	21
Ouvrier	21	16
Retraité	41	38

	Front de Gauche	
	2007	2012
Total		11
Commerçant, artisan, industriel, agriculteur		8
Cadre, profession intellectuelle		10
Prof intermédiaire		14
Employé		12
Ouvrier		15
Retraité		8

FIGURE 7 – *Électorat du PS, de l'UMP et du Front de Gauche par catégories socio-professionnelles entre 1988 et 2012*

la majorité des ouvriers (54%) et des employés (51%) avaient déjà voté contre Sarkozy au 2nd tour de l'élection. Néanmoins, en 2012, si Sarkozy conserve un soutien important chez les patrons (74% chez les patrons proches du Medef ou de la CGPME), les retraités, et les cadres, il baisse fortement chez les employés et ouvriers. Globalement, seuls 20% des salariés actifs

ont voté pour Sarkozy (FIGURE 7).



Des Francs-Comtois au meeting de Sarkozy. Source : <http://franche-comte.france3.fr/>

Vote Mélenchon : petite percée dans les classes populaires

Mélenchon a su percer dans les classes populaires (renouant en partie avec l'ancien électorat du PC)¹, mais son électorat reste globalement assez bien réparti entre les différentes catégories sociales (FIGURE 7).

Gaston Lefranc

1. Contrairement aux élections régionales de 2010, où le Front de gauche faisait aussi bien dans les catégories supérieures (http://www.opinion-way.com/pdf/sondage_opinionway_fiducial_-_jour_du_vote.pdf)

Bilan critique de la campagne Poutou

En tant que Tendance CLAIRE, nous nous sommes battus dès le début pour que la campagne présidentielle soit utilisée par le NPA pour défendre un programme de transition¹. Nous avons néanmoins fait campagne avec tous les camarades qui n'ont pas cédé aux sirènes du Front de Gauche et qui ont tenu à faire entendre une voix anticapitaliste. Il n'en reste pas moins utile de tirer le bilan de la campagne Poutou, qui selon nous confirme que les faiblesses du NPA sont un frein à sa construction.

Une campagne aux côtés de notre classe...

La campagne de Philippe Poutou s'est d'emblée affirmée au côté des luttes. Philippe était non seulement un représentant de la classe ouvrière, mais aussi un militant syndical ayant remporté une lutte contre la fermeture de son usine à Blanquefort. Tout au long de la campagne, Philippe est allé soutenir des travailleurs en lutte dans l'ensemble du pays. Cet ancrage dans les luttes donnait un contenu concret à l'idée très clairement exprimée par notre candidat : il ne suffit pas de mettre un bulletin de vote dans une urne pour améliorer le sort des exploités. Il nous faudra prendre nos affaires en main et imposer nos revendications par la lutte.

Le mot d'ordre « *ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise* » a été au centre de la campagne, notamment sous la forme de l'annulation de la dette. Philippe a systématiquement affirmé que le ca-

pitalisme n'offrait pas d'issue aux travailleurs. L'indépendance vis-à-vis du PS, la clarté de Philippe sur le fait que « nous n'avons rien à attendre d'un gouvernement PS » ont été un des points forts de la campagne. Cet appel à ne pas sombrer dans l'illusion du réformisme électoral est un des principaux éléments qui ont différencié notre campagne de celle de Mélenchon.

La sortie du nucléaire a aussi été une spécificité du NPA. Europe Ecologie/Les Verts ont montré que, pour eux, la sortie du nucléaire ne pesait pas lourd face à la possibilité d'accords électoraux avec le PS. Pour eux, tout se négocie, même la santé de la population et de la planète.

Enfin, Philippe a affirmé tout au long de la campagne son statut de représentant du parti. Il a tenté autant que possible d'éviter le jeu de la personnalisation pour assurer qu'il représentait un parti et pas lui-même.

... mais qui ne peut convaincre largement

Mais les efforts que nous avons faits pour nous faire entendre auraient été selon nous plus fructueux si notre propagande avait été centrée sur une logique transitoire. Le fait d'avoir un ouvrier candidat est un atout, pas un axe politique. Or la direction, parce qu'elle a refusé de faire du gouvernement des travailleurs un axe de la campagne, s'est trouvée obligée, pour se différencier des réformistes, de se raccrocher à cette caractéristique d'ouvrier, jusqu'à en

faire l'argument central pour « voter Poutou ». D'une attitude spontanée, Philippe a peu à peu glissé dans un surjeu. « *Moi je n'ai pas de cravate* », répété à plusieurs occasions, ne peut suffire à se distinguer de Mélenchon.

Le flou face au Front de Gauche

Le renouveau du réformisme avec le Front de Gauche a fait voler en éclats l'illusion que l'on pouvait se contenter de « l'indépendance par rapport au PS ». Tout au long de la campagne, on nous demandait ce qui nous distinguait de Mélenchon. Or, à aucun moment nous ne nous sommes donnés les moyens de faire comprendre aux sympathisants de cet ensemble diffus qu'on appelle « gauche de la gauche » ces différences pourtant primordiales. D'où le fait que 40% de celles et ceux qui avaient voté Olivier Besancenot ont voté Mélenchon en 2012 (Sondage CSA sorti des urnes : <http://tinyurl.com/sondage-csa-2012>)

Bien sûr l'effet Mélenchon et la puissance de l'appareil du PCF (et de la CGT) ont pesé dans la campagne. Mais il y a eu aussi une insuffisance dans la politique du NPA, déjà présente dans les campagnes de 2002 et 2007 de la LCR : le refus de poser la question du pouvoir. Face à un PCF déclinant, la radicalité d'Olivier avait permis des succès électoraux, mais face à l'OPA et au talent de Mélenchon, le NPA n'était pas assez solide programmatiquement. Si jusque dans nos rangs, beaucoup ont jugé plus utile d'aller militer

1. Les conditions dans lesquelles notre candidat a été choisi ne sont absolument pas saines : compromis au sommet entre une partie de l'ex majorité (P1A) et la gauche (P2) contre la PB (devenue courant Gauche anticapitaliste, favorable à l'unité avec le Front de Gauche), qui conduit à choisir un candidat non pas sur la base d'une orientation politique, mais seulement sur un profil sociologique. La discussion sur le contenu de la campagne a ainsi été volontairement déconnectée du choix du candidat (et repoussée à plus tard).

au Front de Gauche, il va sans dire que « nos » électeurs ont encore moins hésité. La question de « l'indépendance par rapport au PS » est bien trop faible pour détourner d'un programme réformiste *a priori* séduisant. Pourtant, c'est quasiment le seul point évoqué par Philippe pour répondre sur notre avis concernant le Front de Gauche.

Pire, Philippe gomme les différences entre LO, le NPA et le PCF, en disant que finalement « *on est un peu cons [...] , on pourrait très bien avoir un cadre commun malgré nos orientations différentes* »¹. Le journaliste, légitimement, demande alors si le Front de Gauche n'est pas justement ce cadre unitaire idéal ! Et Philippe de répondre : « Mais il y a une divergence politique énorme avec le Front de gauche : l'alliance avec le parti socialiste ! ». Cet embarras de notre candidat est dû à l'absence de délimitation politique de la direction du NPA. Le paradoxe, c'est que cette politique conduit précisément à ce que le NPA paraisse sectaire, puisqu'il refuse l'unité sans se justifier par un programme radicalement différent.

Philippe a raison de déplorer l'absence d'alliance entre LO et le NPA mais pas de mettre ces deux partis sur le même plan que le PCF et le FdG. En effet, nous avons beaucoup de différences avec LO : par exemple, durant le mouvement de l'automne 2010 contre la réforme des retraites, LO considérait que la question de la grève générale n'était pas à l'ordre du jour et que la politique de la direction de la CGT était assez correcte, alors que le NPA a fait de l'agitation pour la grève générale, quoique de façon inconséquente, et critiqué les directions syndicales, quoique de façon trop timide. Sur l'analyse des mouvements des jeunes de banlieue (face à « l'insécurité »), LO en appelle au renforcement de la police de quartier,

alors que le NPA est du côté de ces jeunes qui luttent contre notre ennemi de classe commun et ses forces de répression). LO soutient également les mesures racistes à l'encontre des femmes voilées, au prétexte de lutter contre l'oppression des femmes. Mais dans les luttes, nous sommes du même côté, pour l'auto-organisation des travailleurs, alors que le FdG, lui, essaye de les canaliser (référendum vs grève générale) et soutient totalement la politique des bureaucraties syndicales. En fait la véritable entrave à une alliance avec LO est le sectarisme de cette organisation, que nous confortons en la mettant sur le même plan que le Front de gauche. Sa tendance à l'auto-proclamation s'est d'ailleurs ressentie dans la campagne et son score électoral le reflète. LO s'est contentée d'ajouter à son programme essentiellement para-syndical la perspective du communisme. C'est le renoncement à une logique de transition au profit de la superposition d'un programme maximum pour un avenir indéterminé et d'un programme minimum pour le moment.

Des thèmes repris aux réformistes

Nous déplorons que les principales revendications que la direction du NPA a choisi de mettre en avant soient souvent reprises telles quelles des courants réformistes (ATTAC, Front de Gauche...). Pour en citer quelques unes :

« Taxer les profits, faire payer les riches, fiscalité anticapitaliste » ?

En mettant en avant une redistribution des richesses par la fiscalité, le discours du NPA ne marque pas assez la rupture avec le capitalisme. Par exemple, dans la brochure-programme du NPA, on lit qu'il faut « prendre sur les

profits », en citant explicitement le CAC 40, mais en ne parlant que de fiscalité. Dans la brochure-programme pour la jeunesse, on trouve également l'idée de taxer les majors (pour financer une licence de téléchargement)... L'anticapitalisme, ce n'est pas prendre sur les profits, mais en finir avec les profits faits sur le dos des travailleurs, en commençant par l'expropriation des groupes du CAC 40 (dont les majors comme Vivendi) ! C'est un problème fondamental, qui au lieu de faire apparaître le profil révolutionnaire du NPA le positionne en « monsieur plus » de la refonte fiscale prônée par Mélenchon, lui-même simplement « plus à gauche » qu'un économiste comme Thomas Piketty (et sa « révolution fiscale ») qui est proche du PS.

« Un processus constituant pour l'Europe » ?

A plusieurs occasions, Philippe a parlé de « processus constituant »². Ce mot d'ordre laisse croire qu'on pourrait accepter le cadre même de l'UE au lieu de la détruire par la révolution. Une assemblée constituante nationale sert à changer un régime (passage par exemple de la monarchie constitutionnelle à la république...), non à détruire un État (en France, l'État bourgeois s'est maintenu et même renforcé sous ses régimes successifs jusqu'à la Ve République!). En outre, une assemblée constituante ne pourrait que déboucher sur une constitution bourgeoise qui renforcerait la légitimité de l'UE et donc faciliterait les attaques qui sont orchestrées à cette échelle par les bourgeoisies européennes contre les travailleurs.

Plus problématique encore : à la question « *si par hasard*

1. *Médiapart*, « On fait ce qu'on peut », 27 décembre 2011.

2. *Nouvel Observateur*, « Politique étrangère : Ce qu'en dit Philippe Poutou », 17 avril 2012.

vous n'étiez pas suivi par d'autres pays européens, pourrait-on imaginer une sortie de la zone euro », Philippe répond : « *pas du tout* »¹. Or on ne peut concevoir un gouvernement révolutionnaire – et en rupture avec tous les traités de l'UE ! – qui garderait la même monnaie que ses voisins capitalistes... Nous devons expliquer qu'il faudrait effectivement sortir de l'euro, créer une nouvelle monnaie (unité de compte) inconvertible et instaurer un monopole du commerce extérieur, tout en se battant pour l'extension de la révolution.

Résoudre la crise en récupérant les 10 points de PIB ?

Beaucoup d'interventions de Philippe laissaient entendre que ce serait bien si l'on pouvait « *au moins revenir au partage des richesses d'il y a trente ans* », « *reprendre les 10 points de PIB volés depuis les années 1980* ». Derrière cette idée, il y a la même illusion que le Front de Gauche et sa relance keynésienne. Par exemple, Philippe déclare à *Paris Match* que, pour sortir de la crise, « *il faut donner à la population les moyens de consommer, pour relancer la machine économique* »². Or, en 1981, cette politique a subi un échec cuisant en deux ans, et aujourd'hui les capitalistes ont encore moins de marge de manœuvre. Les 10 points de PIB perdus sont une réponse qui a été imposée par la logique même du système capitaliste, non par un complot de méchants capitalistes. Il faudrait justement expliquer qu'on ne pourra revenir sur les 10 points de PIB perdus, ou de façon plus générale satisfaire les besoins de la population, par une politique « *antilibérale* », mais par une rupture avec le système capitaliste.

« Mettre au pas la finance » ?

Le NPA est ici aussi ambigu. Certains textes reconnaissent au détour d'une phrase qu'il y a « *une certaine filouterie à cibler spécifiquement le monde de la finance, en la distinguant avec soin d'un capitalisme vertueux et productif* »³ mais la plupart du temps, malheureusement, le NPA reprend publiquement la dénonciation de la finance qui parasiterait l'économie réelle. C'est une idée massue reprise par beaucoup candidats, de Mélenchon à Le Pen. Le programme du NPA veut « *retirer leur pouvoir de nuisance à la finance et aux banques* », reprenant cette idée qu'avec une finance publique, les investissements repartiraient massivement. Quand Mélenchon propose un vague « *pôle public* » (en concurrence avec les banques privées), le NPA a raison de dire qu'il faut socialiser tout le secteur bancaire. Mais en tant qu'anticapitalistes, nous ne devons pas faire seulement de la surenchère en restant sur le plan de la finance, mais revendiquer la socialisation des moyens de production. Rappelons nous qu'en 1981, Mitterrand avait nationalisé l'ensemble du secteur bancaire. Si les grands capitalistes n'investissent pas dans l'économie réelle, c'est qu'elle n'est pas assez rentable pour eux, et si l'économie est repartie en 1945, c'est « *grâce* » à la guerre, non grâce aux régulations financières de Bretton-Woods.

Face aux délocalisations, l'abdication ?

Au cours d'une même interview⁴, Philippe défend deux lignes différentes. Il commence à juste titre par la revendication « *que le patronat n'ait plus la possibilité de se débarrasser des salariés* ». Mais quand le sujet revient à tra-

vers le thème des délocalisations, il dit que « *de toute façon les mouvements dans l'économie mondiale se font* ». Mais ces mouvements de délocalisation (ou de capitaux en général), les travailleurs doivent précisément empêcher les multinationales de les faire à leur guise ! Non pas au nom du patriottisme économique, que le NPA a raison de dénoncer, mais au nom du gagne-pain des salariés ! Philippe propose seulement de garantir la « *continuité du contrat de travail* » (c'est-à-dire la continuité des revenus et des droits qui vont avec le contrat de travail), une revendication portée par la direction de la CGT... pour renoncer à mobiliser contre les licenciements.

Aucun modèle, vraiment ?

Philippe dit souvent que la NPA n'a pas de modèle ni de héros. Soit, en tout cas cela renvoie forcément à des questions de fond qui divisent dans notre parti. Pourtant, il prend parfois de fait des « *références* » qui sont problématiques. Par exemple lorsqu'il associe les « *soviets* » à la démocratie participative de Porto Alegre⁵, alors que celle-ci n'était qu'un moyen d'associer la population... aux attaques contre elle. Même constat lorsque Philippe nous apprend dans la même interview qu'« *on n'est pas trotskistes* », mais que « *Jaurès on s'en revendique, Blum un peu moins* »⁶. Comme le NPA a refusé le débat sur ce qu'est « *le meilleur du mouvement ouvrier* », il en vient à se revendiquer de personnages certes plus consensuels, mais qui posent problème. Si Jaurès n'a pas eu un rôle contre-révolutionnaire comme Blum qui défendit l'ordre bourgeois, notamment lors de la grève générale de juin 1936, nous ne partageons pas du tout sa conception réformiste qui allait jusqu'à souten-

1. *France Info*, 17 janvier 2012.

2. *Paris Match*, « Le sommet social est une grosse escroquerie », 18 janvier 2012.

3. *Tout est à nous*, « Pour mettre au pas la finance', il faut avoir le courage de l'anticapitalisme », avril 2012.

4. *France Info*, 17 janvier 2012.

5. *Médiapart*, « On fait ce qu'on peut », 27 décembre 2011.

6. Émission de France 2 *On n'est pas couchés*, 26 février 2012.

nir la participation à des gouvernements bourgeois.

Les mesures d'urgence tout de suite, la révolution plus tard

Le NPA revendique un ensemble de mesures correspondant aux intérêts des travailleurs, et dit en effet qu'il faudra des luttes pour les imposer. Mais notre campagne a été silencieuse sur les moyens que cela implique, en premier lieu l'expropriation des grands groupes du CAC 40, et quasi-muet sur la perspective que doivent avoir ces luttes pour vaincre la dictature bourgeoise : le gouvernement des travailleurs.

Lorsque les journalistes interrogent Philippe pour en savoir plus, il botte en touche et renvoie la véritable rupture avec le système à plus tard : « *Là on discute d'un programme d'urgence, [...] après... l'organisation sociale future, faudra qu'on discute de ça, de l'économie comment elle fonctionne, est-ce qu'il y a de la propriété privée ou est-ce qu'on peut collectiviser, est-ce qu'on peut discuter d'une économie socialisée générée par l'ensemble de la population... »*¹. Le problème, c'est qu'il refuse ainsi de défendre clairement la rupture avec la propriété privée des moyens de production et que la question du pouvoir (politique, économique) est elle aussi renvoyée à un « après » indéfini. Car qui mettra en place les mesures d'urgences sinon le pouvoir des travailleurs eux-mêmes, en socialisant les moyens de production ? Et comment les convaincre qu'ils doivent prendre le pouvoir sinon en liant cette question à celle des « mesures d'urgence » ?

De plus, nous sommes convaincus qu'une telle autocensure est contre-productive. Car si nous n'affrontons pas à la racine l'idéologie dominante, les mesures radicales que l'on propose paraissent simplement impossibles. L'audi-

teur/téléspectateur a naturellement intégré une bonne partie des paramètres du système capitaliste et il est tout à fait normal qu'*a priori* il les juge indépassables. Spontanément, les travailleurs se résignent à « payer la dette », à trouver inévitable qu'il faille être plus compétitifs pour garder des emplois, qu'on ne taxe pas les capitalistes pour qu'ils continuent à investir...

On ne peut pas compter simplement sur la paupérisation des travailleurs et des jeunes, même radicalisés, pour espérer que nos mots d'ordre les attirent. Ils ont besoin qu'on leur propose un minimum de perspectives pour être convaincus qu'une autre voie est possible. Triste exemple mais assez net : l'extrême droite (et les souverainistes plus modérés comme Dupont-Aignan) propose un protectionnisme qui a sa cohérence interne et qui peut laisser croire que le FN saura « redresser la France ». Le Front de Gauche martèle aussi son paradigme keynésien, comme lorsque *L'Humanité*² titre : « *Le SMIC à 1700€ c'est possible et en plus souhaitable pour l'économie* », c'est-à-dire pour l'économie capitaliste. Ces programmes de sorties de crise sont illusoires mais ils peuvent sembler crédibles à celles et ceux qui ne voient pas d'autre horizon que le capitalisme. En parlant si peu du « comment » mettre en place nos mesures, le risque est permanent que le côté « ouvrier proche des gens » se retourne contre nous : les exploités trouvent Philippe sympathique, mais peuvent aussi s'identifier à son manque de perspective face aux journalistes et experts bourgeois.

Ne pas être clair, c'est n'avoir rien à répondre à tous les experts, journalistes et politiciens de la bourgeoisie qui affolent la population (« *Mais si vous annulez la dette, vous mettez l'économie par terre, vous ruinez les épargnants*

français »³) ou snobent notre candidat ouvrier (« *Évidemment que vos taux d'imposition feraient fuir les capitaux [dixit l'expert... en ajoutant] vous, vous êtes peut-être expert en machines-outils* »⁴). La seule répartie claire, c'est de « sortir de la question » à chaque fois que celle-ci se place dans le cadre du capitalisme. Par exemple, à l'éternel argument « *vous allez décourager les investisseurs !* », répondons : « *nous ne pouvons plus compter sur les gros investisseurs privés, nous devons les exproprier et décider démocratiquement de la production* ».

Il ne faut pas nier ou sous-estimer l'importance de ces limites politiques, mais il faut aussi se féliciter que la voix de l'anticapitalisme ne se soit pas tue face à la démagogie melenchonienne. Face à la pression du vote utile, à la montée du réformisme et aux problèmes internes au NPA, les militants du NPA qui ont choisi de faire la campagne de Philippe Poutou ont réussi à faire entendre la voix de l'anticapitalisme. L'affirmation d'un projet de rupture avec le système était une nécessité face à la logique institutionnelle de Mélenchon. A travers les meetings, les diffusions, mais aussi les rencontres avec des travailleurs en lutte, le NPA a pu s'adresser à une large part de la population, sachant utiliser la politisation même déformée que provoquent toujours les élections. Au moment où la situation peut changer, le NPA devra être à l'avant des luttes qui ne manqueront pas d'avoir lieu dans la situation de crise qui s'aggrave. Mais nous avons également besoin de mener les discussions de fond sur le type de parti et le programme de notre parti, et nous continuons pour notre part de nous battre pour qu'ils soient clairement révolutionnaires !

Ernest Everhard et Pauline Mériot

1. Émission de France 2, *Des paroles et des actes*, 11 avril 2012.

2. *L'Humanité*, 9 avril 2012.

3. Audrey Pulvar, 25 février, dans l'émission de France 2 *On n'est pas couché*.

4. Philippe Manière, 27 février, dans l'émission de France 2 *Mots croisés*.

Bilan du Conseil Politique National (CPN) du NPA des 12-13 mai 2012

Combinons le combat pour l'unité dans les luttes et contre l'austérité de gauche avec la défense d'un programme clairement révolutionnaire ! (explication de vote sur la résolution politique)

N.B. : *Nos amendements (rejetés) à la résolution politique soumis en plénière sont accessible à l'adresse <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=363>*

Ce CPN était l'occasion de faire le bilan de la séquence présidentielle et de mobiliser le parti dans la nouvelle situation marquée par la défaite de Sarkozy, mais aussi par l'aggravation de la crise en Europe et l'imminence de l'« austérité de gauche » en France. De fait, en l'absence de la GA, qui a osé tenir sa propre réunion nationale au même moment, les discussions politiques du premier jour ont été plus intéressantes que lors des CPN précédents (analyse des résultats, dynamique et nature du FdG, montée du FN...).

Cependant, si les dirigeants de la GA ont décidé de continuer à nuire le plus possible au parti (cf. notre explication de vote n° 2), la majorité persiste dans sa déinvolution à l'égard des questions de fond. C'est ainsi que les discussions orales n'ont pas abouti à de véritables clarifications dans la résolution politique, considérée manifestement comme peu importante.

La résolution reconnaît certes les « faiblesses » de notre campagne, « en particulier notre difficulté à lier les deux premiers points à une perspective plus générale tant autour de la question du pouvoir, de l'Europe que de la

perspective transitoire »... mais aucune conclusion n'en est tirée, aucun réajustement de ligne n'est opéré. Au contraire, la profession de foi pour les législatives ne dit pas un mot sur la question du pouvoir et sur les moyens à utiliser pour mettre en œuvre nos revendications, ce qui rend notre programme certes sympathique, mais peu convaincant. Le CPN a rejeté sans discussion notre proposition d'utiliser la campagne des législatives pour mettre enfin au centre l'objectif du gouvernement des travailleurs qui « répudierait la dette, exproprierait les banques, le secteur de l'énergie et d'autres groupes capitalistes pour en faire des monopoles publics et relancer la production sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes ».

De plus, la résolution ne dit rien de ce qui se passe en Grèce et ne se prononce pas sur l'euro et l'UE, alors qu'il faudrait les dénoncer tout en expliquant, contre toutes les formes de nationalismes, que la seule solution est de rompre avec le capitalisme par un programme révolutionnaire, incluant évidemment la rupture avec l'UE et sa monnaie, dans la perspective d'une Europe socialiste des travailleurs.

Par ailleurs, la discussion spécifique sur le FN a une nouvelle fois été reportée malgré ses scores inquiétants.

En revanche, nous nous réjouissons d'avoir contribué à mieux définir la campagne immédiate du parti : refusant tout « état de grâce » à Hollande et toute trêve électorale, il s'agit à la fois d'œuvrer aux mobilisations immédiates et d'interpeller les organisations du mouvement ouvrier, dont les syndicats et le FdG, pour exiger l'abrogation des lois du sarkozysme que le PS prétendait combattre, la non ratification du

traité européen imposant l'austérité permanente, l'unité dans la lutte contre les licenciements et pour l'augmentation des salaires.

Cependant, il faut défendre aussi notre propre programme, susciter des discussions à son sujet en profitant des acquis limités, mais réels de notre campagne. Dans cette perspective, on ne peut se contenter de dire que celle-ci a permis de « développer une partie des ambiguïtés de Mélenchon », sans dresser un vrai bilan et sans clarifier la façon dont le NPA doit se prononcer sur la politique du FdG. Nous devons interpeller le FdG pour faire éclater les contradictions entre les aspirations de celles et ceux qui se tournent vers lui et l'impasse totale de son programme réformiste, de sa logique institutionnelle qui le conduira à soutenir la majorité parlementaire de Hollande et de son chauvinisme de gauche qui le fait couvrir l'imperialisme français.

Tout cela est indissociable d'une réappropriation des questions programmatiques et stratégiques par l'ensemble des camarades. Au moment où la direction de la GA s'apprête à rejoindre le FdG et où la majorité de direction se fissure après un an d'accord sans contenu, il est vital de lier la relance militante du parti à sa refondation clairement révolutionnaire.

Carton plein pour la GA... grâce à la complicité de la P1A ! (explication de vote sur la question financière)

Lorsqu'on a l'impression d'avoir déjà tout vu dans les réunions du CPN, on se trompe toujours. Ce week-end, toutes les bornes ont été franchies. D'abord parce que nous avons vu des méthodes appliquées par la bureaucratie syndicale se reproduire dans

nos rangs lorsque les membres de la GA, qui n'avaient pas assisté aux débats durant tout le week-end (ils tenaient leur propre réunion en parallèle) sont arrivés seulement au moment des votes. Plusieurs parmi eux n'étaient venus à aucune réunion du CPN depuis des mois.

Ensuite parce que la P1A a été complice de ces agissements car elle avait prévu de resoumettre au vote la question de la CN déjà tranchée par le CPN précédent et comptait sur les voix de la GA pour s'assurer une majorité. Cette CN est en elle-même une atteinte à la démocratie car, contrairement à ce que prévoient nos statuts, elle sera amenée à trancher l'orientation globale du parti, y compris le fait de savoir si le NPA doit ou non rentrer au Front de Gauche. De plus, les temps de préparation ne permettront ni un vrai débat dans le parti, ni les garanties démocratiques aux positions minoritaires (les AG électives doivent se tenir sur un seul week-end!).

Pour les dirigeants de la GA « sortiste », cette CN doit permettre de donner une audience « spectaculaire » à leur rupture avec le NPA et à terminer de convaincre la partie hésitante de leurs militants. La P1A à son tour semble espérer pouvoir retenir dans le NPA ces mêmes militants de la GA pour constituer

avec eux une nouvelle majorité. Le fait de vouloir limiter l'ampleur d'une rupture n'a rien de condamnable en soi. Le problème, c'est de savoir avec quelles méthodes et selon quelle orientation.

Or la P1A est amenée à faire des concessions énormes à la direction de la GA. Sur le plan politique, certains de ses dirigeants avancent désormais l'idée d'un front permanent avec le Front de Gauche, tout en continuant à entretenir une totale confusion sur le programme propre du NPA. Sur le plan organisationnel, outre la convocation de la CN, l'accord financier trouvé avant le CPN entre ces deux tendances est tout simplement scandaleux. Sous un chantage ouvert, la P1A a décidé d'accorder la somme de 550 000 euros à la GA, en plus d'une partie des sociétés immobilières qui possèdent les locaux du NPA.

La P1A essaye de justifier cet accord indigne en disant qu'il n'y avait pas d'autre solution si on voulait se présenter aux législatives. Or, non seulement il est faux de céder au chantage et de brader le patrimoine du parti pour des raisons électorales (on aurait même pu présenter moins de candidats), mais les autres possibilités de financement, notamment celles proposées par la P2, n'ont même pas été envisagées. Par ailleurs, alors qu'on avait lourdement in-

sisté sur le caractère prétendument indispensable d'une CN face à un CPN accusé d'être « illégitime », on n'a pas hésité à considérer comme « légitime » que ce même CPN livre une partie importante du patrimoine du parti, ni songé à soumettre cette question aux militants dans le cadre de cette CN.

Le résultat est que la direction de la GA, au moment même où elle décide de rejoindre un courant réformiste, a fait carton plein au CPN. Et la capitulation ne portera pas les fruits espérés, car la GA en sort renforcée et en mesure de mieux unifier ses rangs.

Ce triste épisode aura comme seul mérite celui d'avoir confirmé l'urgence d'une refondation révolutionnaire du NPA, qui lie indissociablement les questions de programme, de stratégie, mais aussi de morale. Ceci implique un bilan sérieux des ambiguïtés du projet fondateur et des insuffisances de l'intervention du parti dans la lutte de classes. Nous espérons que les camarades de la P2 qui ont, pour la plupart, combattu les capitulations de la P1A à ce CPN, tireront un bilan de leur accord de direction avec la P1A depuis un an et contribueront enfin à mener les débats en partant des questions politiques de fond.

Les délégué-e-s de la P4

LUTTES DE CLASSES EN FRANCE

Le bassin de Lacq dans les Pyrénées-Atlantiques : d'une question identitaire à un plaidoyer anticapitaliste

Une source de développement économique et social ...

La découverte d'un gisement de pétrole en 1949 puis de gaz en 1951 a transformé le bassin de

Lacq. L'exploitation de ces gisements a permis le développement d'un complexe industriel et le développement de la ville de Mounrenx. L'activité s'est ensuite diversifiée pour devenir aujourd'hui un

pôle majeur dans le domaine de la chimie fine, de la chimie « verte » et de l'énergie¹.

Les premières entreprises à gérer les activités liées à la mise en valeur par les ouvriers de ces éner-

1. Pour de plus amples détails : <http://www.lacqplus.asso.fr/BassinLacq.asp>

gies ont été les entreprises nationales Société Nationale des Pétrole d'Aquitaine puis Elf.

... dont les gérants d'aujourd'hui ont décidé seuls de sonner le glas, sans égards ni pour les travailleurs ...

La privatisation de Elf en 1993 a permis à Total d'absorber l'entreprise en 1999 puis de se débarrasser de sa filiale Atochem devenue Arkéma depuis 2004. Depuis son changement de statut, l'ancienne filiale a procédé à de nombreux licenciements. Total a également annoncé l'arrêt de l'exploitation du gaz de Lacq pour fin 2013 et donc sa disparition du paysage industriel local. Cette annonce vient aggraver la destruction du tissu industriel local amorcé entre autres par le départ de Péchiney de Noguères en 1984 ou encore de Célanese en 2009 mais aussi par la logique de rentabilité qui ont conduit Elf puis Total à supprimer 2300 emplois entre Lacq et Pau en 20 ans.

Cette situation est d'autant plus révoltante que les 25 milliards d'euros accaparés par Elf puis Total grâce à l'exploitation du sous sol béarnais n'auraient pas pu l'être sans le concours de l'Etat. C'est en effet l'Etat qui, grâce à des fonds publics, a développé les infrastructures et les recherches nécessaires à la mise en oeuvre puis au développement du projet.

... ni pour l'environnement

L'extinction du gisement de gaz naturel est programmée pour 2013. La reconversion du bassin est d'ores et déjà en marche. Total y expérimente le stockage et le captage du dioxyde de carbone sans tenir compte des risques environnementaux engagés par ce type d'expérience. Mais les libertés prises vis à vis de l'environnement ne datent pas d'aujourd'hui.

Depuis 1975, les usines situées sur la plate forme de Lacq ont l'autorisation d'injecter des eaux utilisées dans l'exploitation gazière, de la chimie du soufre et de la chimie fine dans les profondeurs du sol (site baptisé crétacé 4000). Ces eaux usées sont enfouies car, soit elles ne sont pas traitables en station d'épuration, soit leur traitement serait à l'origine d'odeurs difficilement supportables, notamment dues aux composés soufrés, qui généreraient « des opérations de manipulation et de transport très délicates »¹. On peut rajouter à coup sûr que la « délicatesse » mentionnée dans le texte est une façon déguisée de qualifier le surcoût que représenterait la mise en œuvre de tels traitements.

député UMP du Val de Marne et le gouvernement représenté par la Ministre du Budget Valérie Péresse. Les deux parties se sont encore une fois accordées pour exonérer d'impôt les exploitants, pour, soi-disant sauvegarder l'emploi... L'élu PS a avancé : *« L'enjeu n'est pas médiocre : l'assujettissement à cette taxe mettra en péril 200 emplois »*, sollicitant au passage la solidarité nationale pour pouvoir poursuivre les activités de chimie malgré l'extinction du gisement de gaz de Lacq. Quand à Gilles Carrez, il a expliqué que *« Toute taxe qui met en danger ne serait-ce qu'un emploi industriel dans notre pays doit être bannie »*. Si les emplois sont si importants pour eux, pourquoi alors ne pas jouer sur tous les leviers pour les préserver ?

Complicité des « autorités » locales et nationales

Afin entre autre d'atténuer la polémique, le député des Pyrénées-Atlantiques, David Habib, a eu recours à une technique diaboliquement socialiste². Lors du dépôt d'un amendement destiné à exonérer le site Crétacé 4000 d'une taxe sur les activités polluantes, il a tout simplement contesté la nature des fluides injectés. *« Ce n'est pas une activité polluante : c'est simplement de l'eau salée »*, a défendu le député lors de la discussion de son amendement, déplorant qu'aucun fleuve ne passe à proximité afin d'y diluer ces effluents.

Les associations environnementales France nature environnement (FNE) et Robin des bois contestent. Les douanes assimilent d'ailleurs les rejets – jusqu'à 1.000 m³ par jour - à des déchets industriels».

Objectif réussi pour M. Habib puisque la loi de finance 2012 permet d'exonérer effectivement le site. Le député PS avait convaincu Gilles Carrez, le rapporteur général de la commission finances de l'Assemblée Nationale, également

Comment alors préserver les emplois et l'environnement ?

Concernant l'avenir du site, les dirigeants des sociétés concernées se contentent d'un discours léifiant. Total Développement Régional prévoit cyniquement de financer des projets structurants présentés par les collectivités locales, du type pépinières d'entreprises et zones d'activités, à hauteur de... 2 millions d'euros !

« Il faut que la reconversion soit exemplaire », explique François Virely, le directeur de la Société Béarnaise des Gisements Industriels, chargée de gérer le site délaissé par Total afin d'assurer selon lui une visibilité pour les futurs investisseurs. Pourtant, la logique de démantèlement qui prévaut actuellement dans le domaine industriel en général et dans celui de l'énergie et de la chimie en particulier ne prédispose pas à l'optimisme. Ainsi, en écho à la restructuration du bassin de Lacq, nous pouvons évoquer la reprise des activités vinyliques d'Arkéma à Martigues par le groupe Klesch qui risque de s'accompagner de sup-

1. <http://www.actu-environnement.com/ae/news/amendement-david-habib-budget-2012-14588.php4>

2. Au sens moderne du terme

pressions d'emplois et de baisses de salaire. De même, à Lacq, les restructurations prévues par Total sont des projets dont la pérennité n'a rien de prouvé.

Pour la CGT Mourenx, il est possible de poursuivre l'exploitation après 2013 mais le problème de l'épuisement des ressources et le problème environnemental que pose cette exploitation demeurent¹.

Il y a 10 ans, le financier Jafré PDG d'Elf avait tenté de supprimer 1500 emplois dont 1000 en Béarn. 3 mois de grèves et la mobilisation de toute la région avaient eu raison de lui. Pourtant, quand le tarissement des ressources gazières s'avèrera être une réalité, il ne suffira pas de faire pression sur le porte monnaie des exploitants pour que l'outil de production ne soit pas démantelé et les emplois sauvegardés. La transformation de l'outil de production deviendra une nécessité et la question politique de l'organisation de cette production se posera. La réaction des syndicats montre ainsi leurs limites politiques. C'est encore plus probant lorsque certains

représentants syndicaux exigent le maintien de l'entreprise comme une obligation parce qu'il ne saurait en être autrement, que l'avenir ne saurait s'envisager sans ses « racines » (ou ce passé désormais mythifié).

Le maintien de l'emploi dans la région doit-il se faire à n'importe quel prix ? La revendication d'un parti anticapitaliste aux ambitions écosocialistes doit-elle se calquer point par point sur celle de syndicalistes qui exigent avant tout le maintien de Total dans la région au nom de ses obligations socio-économiques et historiques ?

La vraie solution, c'est l'expropriation !

Pour permettre aux travailleurs d'orienter leurs forces de travail vers des activités socialement et écologiquement utiles, il faut extraire l'activité des contraintes de rentabilité à court et moyen termes. Ainsi, si on peut entendre les pistes de développement industriel proposées par la CGT pour réorienter la production : développement de la

production de fibres de carbone, d'énergies renouvelables ou encore création de pôles de formations ; on ne peut qu'être sceptique sur le fait que Total entendra les appels à la « responsabilité » et réalisera les investissements nécessaires. De même, nous ne pourrons nous contenter d'appels à la responsabilité de Total pour qu'elle dépollue les sites d'exploitation. Pour assurer la pérennité des emplois locaux et une production la plus écologique possible, ce n'est pas à la solidarité nationale mise en avant par le député PS (David Habib) mentionné ci-dessus qu'il faut s'en remettre mais à la nationalisation sous contrôle des travailleurs de Total. Nous devons nous battre pour un véritable service public de l'énergie en rupture avec les logiques de rentabilité et de profit qui passera pour le cas qui nous préoccupe par l'expropriation du groupe Total. Le cordon ombilical mis en avant par les uns et les autres doit être rompu, mais par les travailleurs et la population eux-mêmes comme acteurs principaux de leur avenir.

Josefa T.

Dégraissage chez Aoste qui veut fermer son usine « Calixte » à Boffres en Ardèche : les travailleurs et la population se mobilisent pour dire non à la fermeture et aux licenciements

La charcuterie ardéchoise dont le célèbre saucisson Calixte ne doit pas disparaître ! Car après la fermeture de GPV à Davézieux et les 182 licenciements de Chomarat au Cheylard², ce serait encore près d'une centaine de travailleurs qui se retrouverait sur le carreau. Une nouvelle fois en quelques mois, c'est tout le bassin d'emploi nord-ardéchois qui serait frappé de plein fouet. Une telle hémorragie condamnerait à une mort

lente cette zone rurale.

Repères et quelques chiffres

En Rhône-Alpes, 1 400 travailleurs sont employés par le groupe Aoste à Maclas, Saint-Symphorien-sur-Coise, Vernoux (la plus grosse usine de production) et Yssingeaux, plus une centaine de salariés à Albi et Pau. Le groupe fait un chiffre d'affaires de 400 millions d'euros pour 60 000

tonnes de production charcutière.

Si le groupe hispano-américain réussissait à mettre à exécution son plan scélérat de fermeture de son usine de salaisons Calixte située à Boffres en Ardèche, ce serait un coup dur pour ce petit village de 647 habitants des Boutières puisque c'est la seule PME locale. Calixte est une vieille entreprise ardéchoise, installée à Boffres depuis 1859. Elle a été rachetée en 1993 par le groupe Aoste dont le

1. <http://tinyurl.com/npa-longwy-lacq>

2. Cf. Au CLAIR de la lutte n° 10 (février 2012).

siège social est situé à Saint-Priest dans le Rhône. Calixte, c'est six chaînes de production spécialisées dans le tranchage et le conditionnement du jambon et du saucisson qui emploie 65 travailleurs et quelques 30 intérimaires à majorité féminine. Il n'existe aucune organisation syndicale en dehors de délégués du personnel au CE. Cela implique que les travailleurs sont à la merci de leur patron et balottés par toutes les politiciens de droite ou de gauche qui viennent, en ces veilles d'élections, faire les promesses d'usage en faisant mine de s'intéresser à leur sort.

Le groupe Aoste est une entreprise agro-alimentaire française spécialisée dans la fabrication et la distribution de charcuterie fondée en 1976, propriété du groupe espagnol Campofrío Food Group qui est l'un des cinq plus grands acteurs mondiaux du marché de la viande transformée. En 2006, Aoste est rachetée par l'américain Smithfield Foods (12 Mds d'€ de chiffre d'affaires et 51 000 salariés), qui regroupe toutes ses activités françaises sous le nom de « Groupe Aoste ». La marque Jean Caby, acquise en 2004, ainsi que quatre sites de production implantés à Saint-André-lez-Lille, Lampaul-Guimiliau (ex-SBS), Ergué-Gabéric (ex-Jean D'Erquet) et Saint-Priest (ex-Imperator) viennent s'ajouter à ce que possérait Aoste. Il commercialise également la marque Weight Watchers sous licence. Cette même année, Aoste était devenu le partenaire officiel du Tour de France à la voile et Cochonou celui du tour de France cycliste, gaspillant ainsi des millions d'euros en sponsoring dont les divers sites faisaient les frais, notamment celui de Saint-Chamond qui a été fermé avec à la clé des licenciements.

Mais pour ce mastodonte de l'agro-alimentaire, seuls le profit et les dividendes à distribuer aux actionnaires comptes : tous les « canards dits boiteux » doivent disparaître suivant la logique du groupe pour rentabiliser au maximum.

Aussi envisage-t-il de concentrer toutes les activités de découpe et de conditionnement des salaisons sur le site d'Aoste en Isère, ce qui implique la fermeture de Boffres. Selon les salariés que nous avons interrogés, rien ne laissait présager une telle restructuration puisqu'il y a trois mois le site faisait faire des heures supplémentaires et que donc rien ne laissait augurer d'une telle annonce. L'incompréhension est grande et le désarroi profond après ce coup de massue qui a été entériné par les comités d'entreprise du groupe Aoste le 6 avril 2012 et de l'établissement Calixte de Boffres le 10 avril 2012. A ces comités, la direction Aoste a officiellement annoncé la fermeture du site pour le 1er septembre, les 35 licenciements et le plan de « sauvegarde de l'emploi » qui devrait être mis en place.

Pour les 65 salariés de Boffres, Aoste prévoit la suppression de 35 emplois. Les 30 autres seront transférés vers d'autres sites Rhône-alpins. Parmi eux, la seconde usine ardéchoise du groupe, Vernoux, située à quelques encablures mais qui, embarquée dans la même galère, ne pourra sûrement pas accueillir les laissés-pour-compte de Boffres. Les intérimaires ont été la première variable d'ajustement et purement et simplement rayés des effectifs à reclasser.

Comme toujours en pareil cas, les directions entonnent toujours la même antienne. C'est pour « préserver sa compétitivité et donc ses emplois, et continuer à se développer, que le groupe Aoste n'a pas d'autre choix que d'investir pour concentrer ses activités de tranchage et optimiser son organisation logistique », a déclaré Olivier Maes, directeur général du groupe.

Pour faire passer la pilule et créer l'illusion qu'elle se soucie des travailleurs, la direction du groupe Aoste évoque la création d'une soixantaine de postes répartis sur les cinq sites en Rhône-Alpes, et certifie que les salariés

de Boffres seraient prioritaires sur ces emplois. Avec toute la mufle-rie qui caractérise ces vampires, ils donnent le choix entre le chômage ou la valise, faisant fi des situations familiales. Bon nombre des ouvriers ont 25 ans voire plus de présence à l'usine : ils ont fait leur vie au village (maison, travail du conjoint(e)...) et on leur propose un déplacement dans un rayon allant à près de 150 km sur les différents sites du groupe. Ce « choix » méprisant, arrogant, les travailleurs disent ne pas vouloir l'accepter.

Ils ont raison car Aoste et Smithfield sont des patrons voyous. Smithfield Food Inc, créé en Virginie en 1936, ne s'embarrasse pas de fioritures pour être le plus gros cochon dans la porcherie. Aux États-Unis, où il met la main sur ses concurrents, il enfreint les lois sociales et environnementales américaines. Smithfield se distingue par une politique sociale réactionnaire où menaces, intimidations et violations du droit du travail sont légion. Moins de la moitié des 44 100 salariés de Smithfield sont couverts par des conventions collectives. Le patron lutte fermement contre toutes implantations syndicales allant jusqu'à menacer, intimider et licencier les travailleurs qui osent le braver en créant une structure syndicale ou simplement aller voter lors des élections syndicales.

Smithfield a annoncé ses résultats pour le quatrième trimestre de l'année fiscale 2012. Les ventes totales s'établissent à 3,5 Mds de dollars, en croissance de 9% sous l'effet d'une hausse des prix et de volumes de produits du porc vendus (+68% en valeur à l'export). Si le bénéfice net est en revanche en forte baisse (-60%), à 79 M\$, c'est dû à l'accroissement des coûts (+23% pour le prix des porcs vivants) par rapport à l'année dernière et à la participation de Smithfield dans le groupe Campofrío.

Manifestation contre la fermeture du site

Plus de 600 personnes ont manifesté le samedi 21 avril après-midi à Boffres, contre la fermeture de l'usine Calixte. Salariés menacés, proches et voisins ont défilé en martelant : « Arrêtez de nous saigner comme des cochons, bande de cornichons », ou « Aoste, touche pas à mon poste ! », réunissant plus de manifestants que le village ne compte d'habitants.



Manifestation des salariés de la charcuterie Calixte, groupe Aoste, le 21 avril 2012 à Boffres (Ardèche)

Réactions des travailleurs enregistrées au cours de la manifestation

Nous avons interrogé des manifestants. Une travailleuse de 51 ans, dont 34 ans d'ancienneté, a l'impression de vivre un mauvais cauchemar et nous dit son émotion : « Calixte, c'est toute ma vie, ma seconde famille, je n'arrive pas à y croire ! Je suis rentrée dans l'usine à 16 ans et demi après l'école. On nous fuit dehors comme des malpropres, c'est inacceptable ! Ces gens sont des assassins, des criminels. » Une autre salariée dira même : « Jamais on n'aurait imaginé cela, on le voit ailleurs en effet, mais chez nous, ici dans cette région... On est une grande famille, de père en fils, parfois plusieurs de la même famille, travaillent ici, et certains sont là depuis plus de 30 ans ! »

Quant à l'élu au CE, partagée entre colère et incompréhension, elle « rappelle que l'usine fait

des bénéfices et il y a même eu deux embauches en juillet 2011. Les raisons invoquées par la direction ne sont que balivernes. Nous nous attendons à vivre des moments difficiles... C'est un vrai coup de massue. Nous avons missionné un expert-comptable pour analyser la situation économique du site, et trouver une solution alternative qui permettrait de maintenir l'emploi à Boffres. Il rendra sa conclusion dans 21 jours mais le bassin d'emploi est déjà sinistré. De toute façon, on va d'abord se battre jusqu'au bout. »

Premier sursis, mais aussi premiers faux pas des directions syndicales

La direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de l'Ardèche, a notifié à la direction d'Aoste, dans un courrier daté du 18 avril, un constat de carence du plan de sauvegarde de l'emploi en considérant que « le projet de PSE est insuffisamment développé au regard des mesures visant à éviter une partie des licenciements envisagés [...] , que cette insuffisance constitue une carence et que, dans ces conditions, ce plan ne peut être regardé comme satisfaisant au sens de l'article L 1233-61 du code du travail ».

Mais, pour le délégué central CFTC, « il n'est d'abord question que de dialogue avec la direction et d'une grosse mobilisation même si elle ne reste qu'administrative au départ ». Cela ne va pas : le rôle des délégués centraux n'est pas de s'en tenir à demander au directeur général des explications sur cette fermeture ! Ils doivent s'efforcer d'organiser la bagarre pour empêcher la fermeture de l'usine et les suppressions d'emploi.

Malheureusement, à ce stade, la CGT Ardèche ne propose guère mieux. Selon elle, la note de la DIRECCTE est « très bonne nouvelle. Même si le tribunal de grande instance est le seul à pou-

voir annuler le PSE, ce courrier prouve que l'État ne veut pas qu'il y ait 80 suppressions d'emploi. C'est une pression énorme sur Aoste ». Une telle déclaration alimente les illusions en laissant croire aux travailleurs que les institutions, le gouvernement seraient leur sauveur. Or le patron finira bien par présenter un PSE acceptable par la justice. Et, si le gouvernement était vraiment choqué par les licenciements dans cette entreprise qui fait des profits, il pourrait la réquisitionner et fournir le capital nécessaire pour continuer la production sous le contrôle des travailleurs. Une telle solution ne viendrait jamais de l'État lui-même, mais ne pourrait être imposée que par la lutte.

Non à la fermeture de Calixte ! Non à tous licenciements !

Les travailleurs ne doivent pas servir de variable d'ajustement pour maintenir, voire conforter les profits des actionnaires. Aoste est une multinationale qui a les moyens de maintenir tous les emplois sur place puisqu'elle vient de voir son chiffre d'affaire faire un bond de 7% et un volume de production croître de 5%.

Malheureusement, la seule action engagée pour l'heure est une pétition sur Internet et dans le village pour protester contre cette fermeture : 632 signatures recueillies. C'est bien maigre pour faire peur à cette multinationale... Pourtant, le court sursis donné par le courrier de la DIRECCTE ouvre une opportunité pour agir, qu'il faut essayer de saisir. La CGT Ardèche et les autres syndicats qui disent s'opposer aux licenciements pourraient organiser une réunion rassemblant des salariés des différents sites d'Aoste, avec des salariés et militants d'autres entreprises ayant à faire face à des plans de fermeture ou de suppressions d'emploi, pour discuter ensemble d'un plan de bataille efficace.

Jean Veymont

Grèce : un tsunami électoral balaye la gauche et la droite pro-austérité et approfondit la crise politique

Le contexte dans lequel se sont déroulées les élections législatives

En février dernier, malgré une mobilisation de masse trahie par les bureaucraties et la gauche réformiste (qui n'a pas voulu construire une grève générale), le gouvernement d'union nationale dirigé par Papademos, avec la participation du *PASOK* et de la *Nouvelle Démocratie*, a fait adopter un nouveau plan d'austérité monstrueux exigé par la *Troïka* (UE-FMI-BCE) en contrepartie de son « soutien » financier.

Depuis, la situation économique ne cesse de se dégrader et le taux de chômage atteint désormais 21%. Selon la Commission européenne, environ un millier d'entreprises individuelles mettent la clé sous la porte chaque semaine en Grèce au cours de ce semestre. Les salaires plongent : - 25% pour la seule année 2011, et cela va se poursuivre en 2012 (avec notamment la baisse du salaire minimum de plus de 20%). On atteint une chute du PIB de 5% en 2012, après un plongeon de 7% en 2011.

Les principales organisations politiques

Antarsya : coalition anticapitaliste créée en 2009 avec la participation d'organisations qui se réclament du trotskysme, du maoïsme ou issues du KKE. L'*OKDE Spartakos* (section officielle du SUQI « Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale », où elle constitue une aile gauche – alors que *Kokkino*, section sympathisante du SUQI est membre de

Syriza) et le *SEK* affilié à la Tendance socialiste internationale fondée par Tony Cliff autour du SWP britannique participent à ce front.

KKE : parti communiste stalinien, qui a rompu avec les partis communistes « post-marxistes » (comme le PCF) rassemblés dans le « parti de gauche européen ». Il emploie une rhétorique très anti-capitaliste et anti-impérialiste, se prononce pour l'expropriation des grands groupes capitalistes, l'annulation de la dette et la sortie de l'UE. Néanmoins, il met en avant une perspective de « front populaire » : celle d'une alliance avec des secteurs de la bourgeoisie pour mettre en place une « économie populaire ». Il a en fait la ligne du PCF des années 1960 et 1970. Le PCF mettait en avant un programme pour un « gouvernement démocratique d'union populaire » et théorisait le passage par une phase de « démocratie avancée » (avec des secteurs de la bourgeoisie) précédant la phase socialiste, selon une logique typiquement réformiste dans le cadre de l'orientation des chefs staliniens de l'URSS mettant en œuvre une ligne de « coexistence pacifique » avec le capitalisme. Le KKE a d'ailleurs participé à un gouvernement dominé par la droite (Nouvelle Démocratie) en 1989 ! Le KKE dirige un front syndical de classe (PAME) très important, s'oppose à l'auto-organisation et à la construction de la grève générale (cherchant, à l'instar de l'ensemble des réformistes et des bureaucraties, à canaliser la lutte dans des journées d'action dispersées).

Syriza : coalition réformiste formée en 2004, constituée par Sy-

naspismos (scission de droite du KKE au début des années 1990, qui est de loin la plus grosse organisation de la coalition) et par quelques groupes d'extrême gauche comme Xekinima, la section grecque du CIO (Comité pour une Internationale ouvrière, fort surtout en Grande-Bretagne, Écosse et Irlande, et dont la section française est le groupe Gauche révolutionnaire, courant récemment sorti du NPA) ou *Kokkino*, section sympathisante du « Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale » (SUQI, regroupement international auquel participent des militants du NPA issus de la LCR). *Syriza* est affiliée au parti de gauche européen, comme le PCF et ses équivalents dans les autres pays. Son principal dirigeant est Alexis Tsipras, 37 ans, ancien syndicaliste étudiant et ancien membre des jeunes communistes.

Gauche Démocrate (DIMAR) : parti fondé en 2010 par un courant de droite de Synaspismos (qui est également sorti de *Syriza*), qui prône une alliance avec le *PASOK*. Son principal dirigeant est Fotis Kouvelis.

PASOK : parti « social-démocrate » qui fut longtemps dirigé par Andréas Papandréou (premier ministre de 1981 à 1989 et de 1993 à 1996). Le *PASOK* a longtemps adopté un profil populaire de gauche, maniant un discours nationaliste. Alors qu'il avait fait campagne pour la sortie de l'OTAN et de la Communauté économique européenne (avant l'UE)¹, Papandréou a renié ses engagements et servi les intérêts du capital. Le *PASOK* a ga-

1. On pourra lire en français un texte de Papandréou contre la CEE, écrit en 1979 : http://www.cvce.eu/content/publication/2004/6/14/8ff7aa1d-f3a9-4c6a-a061-33f55a29688a/publishable_fr.pdf

gné les élections législatives d'octobre 2009 avec 44% des suffrages et la majorité absolue au parlement. Après avoir centré sa campagne sur le soutien aux bas revenus et la relance de la demande, le premier ministre Georges Papandréou (fils d'Andréas) a très rapidement opéré un tournant brutal vers une politique d'austérité très dure. Le PASOK est actuellement dirigé par Eugenios Venizelos, ministre des finances sous Papandréou puis sous Papademos.

Nouvelle Démocratie : principal parti de droite dirigé depuis 2009 par Antonio Samaras. Ministre des finances puis des affaires étrangères entre 1989 et 1992, il a démissionné de la Nouvelle démocratie en 1992 sur la question macédonienne. Samaras a ensuite dirigé un petit parti de droite populiste et nationaliste (« Printemps politique ») entre 1992 et 2004, avant de réintégrer la Nouvelle démocratie en 2004, puis d'en prendre la direction en 2009. D'abord hostile en parole à la politique d'austérité de Papandréou, il a fait participer son parti au gouvernement d'union nationale de Papademos en 2011.

Greks indépendants : parti de droite populiste fondé en février 2012, dirigé par Panos Kammenos et rejoint par 10 ex-députés de la *Nouvelle Démocratie*. Rejetant le mémorandum et y voyant la main d'un « complot international », il a un discours souverainiste (sans remettre en cause l'euro et l'UE) et anti-immigrés. Il se veut le parti du « réveil national », exige de l'Allemagne qu'elle paie des réparations de guerre pour la seconde guerre mondiale, et met en avant la nécessité d'un gouvernement d'urgence au-dessus des partis.

LAOS : l'Alerte populaire orthodoxe est un parti d'extrême droite (ultra-conservateur et traditionaliste) fondé en 2000 et dirigé par Georgios Karatzaferis. Il défend une orientation similaire à celle du FN dans les années 1980 : anti-immigré, nationaliste (contre la reconnaissance de la Macédoine)

et ultra-libérale. En constante progression dans les années 2000, il était hostile en parole à la politique d'austérité de Papandréou, avant d'intégrer le gouvernement d'union nationale de Papademos, puis d'en sortir, pour tenter en vain de regagner un peu de « crédit ».

Aube dorée : parti politique ouvertement néo-nazi dirigé par Nikólaos Michaloliákos. Hostile au mémorandum et à la finance, il prône la nationalisation des banques ayant reçu une aide de l'État, le réexamen de la dette, la surveillance des frontières grecques par l'armée et la mise en place de mines antipersonnel ! Il organise des milices qui attaquent les immigrés, les personnes marginalisées et les militants du mouvement ouvrier. Il a mené des opérations d'intimidation dans certains bureaux de vote le jour de l'élection. Il doit notamment son succès à son travail de terrain : organisation de rondes contre la criminalité, accompagnement des personnes âgées, etc.

Les orientations proposées par les principales forces politiques

Les deux partis au pouvoir (PASOK et Nouvelle Démocratie) ont fait campagne sur trois axes :

La peur, en expliquant que la seule alternative à leur politique était la sortie de l'euro, identifiée au chaos.

La mise en avant d'un discours anti-immigrés. La *Nouvelle Démocratie* veut abroger le droit du sol, alors que le PASOK a promis des « opérations de nettoyage » contre les immigrés illégaux. À quelques jours des élections, un centre de détention pour étrangers a été ouvert près d'Athènes.

Quelques promesses pour faire croire que l'avenir serait plus rose : le PASOK a promis qu'il n'y aurait pas de hausse d'impôts (mais la poursuite des « réformes structurelles ») alors que la *Nouvelle*

Démocratie a promis de baisser les impôts et d'augmenter les dépenses sociales, en faisant croire que c'était compatible avec les exigences du mémorandum (qu'elle prétendait d'ailleurs renégocier) !

La direction de Syriza inscrit sa politique dans le cadre capitaliste et a mis en avant un programme antilibéral similaire à celui du *Front de gauche* en France : respect et démocratisation des institutions bourgeois, maintien dans l'UE, refus d'exiger la réputation unilatérale de la dette, respect de la propriété privée, régulation (et non interdiction) des licenciements et des contrats précaires. Elle demande une renégociation des accords internationaux, un moratoire et une restructuration de la dette (avec annulation de sa partie illégitime), la nationalisation des seules banques. Ce programme keynésien est une impasse complète : il n'y a pas de troisième voie entre la rupture avec le capitalisme et la politique d'austérité qu'exige le système capitaliste. La *Gauche Démocrate (DIMAR)* est une scission de droite de *Syriza* qui reprochait à sa direction d'être trop radicale et hostile à une alliance avec le PASOK. Sur le papier opposé au mémorandum et à l'austérité, DIMAR souhaite toujours gouverner avec le PASOK, mais sans la *Nouvelle Démocratie*, ce qui est aujourd'hui plus grotesque que jamais puisque ces deux grands partis de la bourgeoisie mettent en place ensemble des attaques terribles contre les travailleurs. Après être monté jusqu'à 15% dans les sondages pré-électoraux, devançant *Syriza* et le KKE, les électeurs de gauche à la recherche d'une alternative au PASOK se sont logiquement tournés vers des organisations qui disaient refuser toute alliance gouvernementale avec le PASOK.

Le parti communiste grec (KKE) développe une orientation anticapitaliste abandonnée par les autres partis communistes en Europe : expropriation des monopoles capitalistes, annulation de

la dette, sortie de l'UE. Mais, comme tous les vieux partis staliens, il s'inscrit totalement dans le cadre des institutions, ce qui ne peut que rendre ce programme totalement proclamatoire et irréaliste aux yeux des masses. Il prétend vouloir renverser le capitalisme, mais il joue sagement le jeu des journées d'action, refusant de construire la grève générale qui pourrait bloquer le pays et poser la question du pouvoir des travailleurs. Pire, lors des grèves et manifestations de masse, il n'hésite pas à mobiliser ses militants pour s'opposer physiquement aux jeunes et travailleurs les plus déterminés, ce qui l'a amené à protéger le parlement bourgeois qu'une partie significative des masses voulait envahir pour l'empêcher de voter le mémorandum. En outre, son sectarisme l'isole totalement du reste du mouvement ouvrier : manifestations séparées, refus de toute tactique de Front unique, etc. Cette politique lui permet certes de garder un noyau dur fidèle, mais l'empêche de rallier les travailleurs radicalisés par la crise.

Au cours de la campagne, *Antarsya* a mis en avant les mots d'ordre juste d'annulation de la dette, de nationalisation sous contrôle ouvrier des banques et des grandes entreprises, ainsi que la sortie de l'euro et de l'UE. *Antarsya* a également combattu la stratégie des bureaucraties syndicales et des réformistes, insistant sur la nécessité de l'auto-organisation et de prendre ses affaires en main. Néanmoins, *Antarsya* n'a pas clairement relié ces mots d'ordres à l'axe stratégique du gouvernement des travailleurs, en rupture avec l'ensemble des institutions capitalistes. Au sein d'*Antarsya*, l'*OKDE Spartakos* - section grecque de la « Quatrième Internationale (Secrétariat unifié) » - défend une orientation révolutionnaire concrète, centrée sur le pouvoir des travailleurs, sur

l'auto-organisation, pour expoprier sans indemnité les grandes entreprises capitalistes, répudier unilatéralement la dette, rompre avec l'UE et l'ensemble des institutions bourgeoises.

Les résultats des élections législatives

Alors que le vote est théoriquement obligatoire en Grèce, l'abstention, déjà historiquement élevée en 2009 (29,1%), a battu un nouveau record (34,9% des inscrits). C'est une manifestation du rejet des partis au pouvoir, mais aussi de l'incapacité des autres partis à convaincre une masse importante d'électeurs qu'ils représentaient une quelconque alternative.

Les deux grands partis qui alternent au pouvoir depuis la chute de la dictature des colonels s'effondrent de façon spectaculaire, notamment dans les grandes villes. Associés depuis 2011 au gouvernement, ils cumulent 32% des voix (18,8% pour la *Nouvelle Démocratie* et 13,2% pour le *PASOK*), loin des 77,4% des élections de 2009 (et même des 67,5% des élections locales de 2010), qui étaient pourtant à l'époque leur plus mauvais score cumulé depuis 1977. Malgré une loi électorale anti-démocratique qui assure au parti arrivé en tête un bonus de 50 sièges, le *PASOK* et la *Nouvelle Démocratie* cumulent 149 sièges sur 300.

Les forces à la gauche du *PASOK* cumulent près de 35% des voix. Le sectarisme du *KKE* l'empêche d'en profiter, passant de 7,5% en 2009 à 8,5% (mais 10,9% en 2010), alors que les partis antilibéraux les moins démarqués du *PASOK* (*DIMAR* et aussi *KOISY*, formé par quelques députés *PASOK* dissidents) font des scores modestes. C'est *Syriza* qui rafle la mise en passant de 4,6% en 2009 (et 5% en 2010) à 16,8%, devançant symboliquement le *PA-*

SOK et devenant la principale force de « gauche ». *Syriza* devient même la première force politique chez les 18-53 ans et fait des scores très importants dans les grandes villes : autour de 20% à Athènes (21,8% et 19,1% dans les deux circonscriptions) ; 23,9% au Pirée ; 25,4% à Patras... *Antarsya* progresse fortement par rapport aux élections de 2009, de 0,36% des voix à 1,19%. Néanmoins, son score est en deçà des espérances et en reflux par rapport aux élections locales de 2010 (1,8%). *Antarsya* a sans doute été en grande partie victime du vote « utile », puisque la loi électorale fixe un seuil de 3% pour être représenté au parlement.

Mais le discrédit des deux (ex-)principaux partis a également profité à la droite populaire et à l'extrême droite antimémorandum, qui ont notamment conquis une grande partie de la petite bourgeoisie appauvrie (les salariés ne constituent que 64% de la population active contre 88% en France). Alors que le *LAOS* a été disqualifié par sa participation gouvernementale, **un nouveau parti de droite populaire (*Grecs Indépendants*) fondé par des exclus de la *Nouvelle Démocratie* a recueilli 10,6% et un parti néonazi (*Aube Dorée*) atteint 7% (13% chez les jeunes)**¹, passant de 19 000 voix (0,23%) à 439 000 entre 2009 et aujourd'hui.

Après les élections : la bourgeoisie cherche à associer la gauche réformiste à la gestion gouvernementale

Dès le soir du 6 mai, le dirigeant du *PASOK*, Venizelos, qui a négocié avec l'UE et le FMI un deuxième plan de « sauvetage » du pays, a appelé à un gouvernement « d'union nationale pro-européen ». C'est d'ailleurs la seule hypothèse retenue par le gouvernement allemand qui a très clai-

1. Cf. la conférence de presse hallucinante du dirigeant d'Aube dorée le soir des élections : <http://www.youtube.com/watch?v=E4AXJx3IzdY&feature=youtu.be> ; les militants ordonnent aux journalistes de se lever pour saluer leur chef, qui commence une diatribe d'une très grande violence.

ELECTIONS LEGISLATIVES	1990	1993	1996	2000	2004	2007	2009	2012
Abstentions (par rapport aux inscrits)	20,8	20,8	23,7	25	23,4	25,9	29,1	34,9
Blancs et nuls (par rapport aux votants)	1,7	1,7	2,8	2,3	2,2	2,7	2,6	2,4

Résultats des élections législatives du 6 mai 2012

Extrême gauche	Antarsya (dont OKDE Spartakos)	1,19
	OKDE	0,03
	EEK (affilié au PC argentin)	0,10
	KKE-ML (maoïstes)	0,25
	OAKKE (maoïstes)	0,04
Gauche réformiste	KKE	8,48
	Syriza	16,78
	Gauche démocrate (DIMAR)	6,11
	KOISY (dissidents PASOK)	0,96
	« Je ne paie pas »	0,88
Gauche libérale	PASOK	13,18
	Ecologistes	2,93
Centre	Recréer la Grèce	2,15
	Renouveau démocratique	0,92
	Union des centristes	0,61
	Parti libéral	0,06
Centre droit	Alliance démocratique	2,55
	Alliance libérale	1,80
Droite	Nouvelle démocratie	18,85
Droite populaire anti-mémorandum	Grecs indépendants	10,60
	LAOS	2,90
Extrême droite	Aube dorée (néo-nazis)	6,97
	Association de l'unité nationale (militaires)	0,60
Inclassable	Parti pirate	0,51
	Autres	0,55

ELECTIONS LEGISLATIVES	1990	1993	1996	2000	2004	2007	2009	2012
Extrême gauche	0,3	0,2	0,4	0,4	0,6	0,7	0,6	1,6
Gauche réformiste	10,4	7,4	15,1	11,4	11	13,2	12,1	33,2
KKE	4,5	5,6	5,5	5,9	8,2	7,5	8,5	
<i>Synaspismos/Syriza</i>	10,4	2,9	5,1	3,2	3,3	5	4,6	16,8
<i>Divers gauche réformistes</i>			4,4	2,7	1,8			7,9
PASOK	38,6	46,9	41,5	43,8	40,5	38,1	43,9	13,2
Ecologistes	1,2	0,2	0,5	0,3		1,1	2,8	2,9
Centre gauche				0,5				
Centre		0,2	0,7	0,3	0,3	0,4	0,3	3,7
Centre droit	0,7					0,8	0,5	4,4
Nouvelle Démocratie	46,9	39,3	38,1	42,7	45,4	41,8	33,5	18,8
Droite nationaliste		4,9	2,9					10,6
Extrême droite	0,2	0,1	0,5	0,5	2,3	3,8	5,9	10,5
Inclassables	1,7	0,8	0,3	0,1		0,1	0,4	1,1
Total PASOK + Nouvelle démocratie	85,5	86,2	79,6	86,5	85,9	79,9	77,4	32
Gauche antilibérale et anticapitaliste	10,7	7,6	15,5	11,8	11,6	13,9	12,7	34,8
Droite nationaliste et extrême droite	1,9	5,8	3,7	0,6	2,3	3,9	6,3	21,1

rement fait savoir que « *le plan de sauvetage de la Grèce est non négociable. Tout gouvernement devra s'engager à l'appliquer intégralement* »¹

Le 7 mai, le dirigeant de la *Nouvelle Démocratie*, Samaras, a invité l'ensemble des forces politiques au parlement (hormis les néonazis) pour tenter de constituer une majorité. Le *KKE* et les Grecs indépendants ont refusé de le rencontrer, alors que *Syriza* et *DIMAR* se sont entretenus avec lui mais ont refusé de s'allier avec lui.

Le 7 mai, la bourse d'Athènes a plongé de 6,6% et les taux d'intérêt auxquels emprunte l'État grec sont remontés. Lors d'une émission de dette le 8 mai², le taux d'intérêt de l'émission de bons à six mois est ressorti à 4,69%, contre 4,55%

lors de la précédente émission.



Entrevue Tsipras / Venizelos

Le 8 mai, c'était au tour de Tsipras, le dirigeant de *Syriza*, d'être

1. <http://tinyurl.com/mediapart-appel-grece>

2. Privée d'accès aux marchés pour son financement à moyen et à long terme depuis 2010, lors du début de la crise de la dette, la Grèce n'émet plus, deux fois par mois, que des obligations à court terme. Sa survie financière est assurée par des prêts de l'Union européenne et du Fonds monétaire international.

sollicité par le président de la république pour tenter de constituer un gouvernement. Tsipras a gentiment joué le jeu institutionnel, en acceptant de rencontrer le patronat et Samaras. D'ailleurs, la *Fédération des entrepreneurs grecs* a pris position pour la constitution d'un gouvernement d'union nationale qui inclurait *Syriza* ! C'est la preuve que la bourgeoisie a bien compris qu'il était temps d'avoir recours aux dirigeants de la gauche réformiste pour gérer ses affaires, puisque les partis de la bourgeoisie –sont désormais discrédités et ne peuvent plus gouverner seuls comme avant. Pour le patronat, c'est une option préférable à de nouvelles élections en juin, lourdes d'incertitude. **Le 8 mai, Tsipras a demandé à Venizelos et à Samaras de retirer leur soutien au mémorandum, ouvrant la voie à un gouvernement d'union nationale qui renégocierait les termes de l'accord.** Il leur a proposé un programme en 5 points (arrêt des baisses de salaires, refus du démantèlement du droit du travail, réforme électorale, supervision des banques par l'Etat, audit et moratoire sur la dette) renonçant notamment à nationaliser le secteur bancaire. Les dirigeants du *PASOK* et de la *Nouvelle Démocratie* ont refusé cette offre, même si des rumeurs ont couru d'un projet de lettre commune de Tsipras et Vénizélos demandant la renégociation du mémorandum.



Entrevue Tsipras / Samaras

La situation semblait alors blo-

quée : les dirigeants du *PASOK* et de la *Nouvelle Démocratie* ne peuvent pas se renier sur les ordres de Tsipras. Et Tsipras perdrait tout crédit à s'allier dans ces conditions au *PASOK* et à la *Nouvelle Démocratie*, risquant alors d'être à leur tour balayés. C'est pourquoi l'équation est très compliquée pour la bourgeoisie et toute solution semblait devoir être reportée au lendemain d'une nouvelle élection en juin.

Le 10 mai, alors que de nouveaux sondages indiquaient que *Syriza* arriverait nettement en tête (avec environ 25% des voix¹) en cas de nouvelles élections, c'était au tour de Vénizélos de tenter de constituer un gouvernement. Et il a réussi à obtenir le soutien de Kouvelis, dirigeant de *DIMAR* (*le parti antilibéral le plus à droite et le moins soumis à la pression des masses*), pour constituer un gouvernement dont la mission serait de « maintenir le pays dans la zone euro » tout en renégociant le mémorandum. Néanmoins, le 11 mai, Kouvelis (affaibli par la division de son propre parti sur une éventuelle participation gouvernementale) et Samaras conditionnaient leur soutien à un gouvernement d'union nationale à la participation de *Syriza*, qui semble aujourd'hui peu probable.

En cas d'échec, de nouvelles élections auraient lieu en juin, et deux solutions seraient envisageables (selon les résultats) pour la bourgeoisie en l'absence d'une majorité *PASOK-Nouvelle Démocratie* : un gouvernement dirigé par la gauche réformiste avec qui on renégocierait à la marge le mémorandum (pour lui permettre de sauver la face) et qui mettrait en œuvre l'austérité – scénario qui paraît le plus vraisemblable – ; ou un gouvernement de droite, populaire et autoritaire, entre la *Nouvelle Démocratie* et les *Grecks indé-*

pendants, qui mettrait en œuvre le mémorandum tout en multipliant les attaques contre les immigrés et le mouvement ouvrier organisé.

En tous les cas, il est évident que l'extrême difficulté ou l'impossibilité, exprimée dans le résultat des élections, pour la bourgeoisie d'imposer une politique conforme à ses intérêts par les méthodes de la démocratie bourgeoise classiques la constraint à trouver une nouvelle formule pour y parvenir. Mais cette crise politique croissante en Grèce, résultat de la résistance du prolétariat grec à l'austérité, ne peut que frapper de plein fouet le plan des impérialismes dominants dans l'UE. En effet, le spectre d'un défaut total de la Grèce et d'une sortie de la zone euro apparaît une possibilité chaque jour plus concrète et les moyens de l'empêcher chaque jour plus coûteux pour la bourgeoisie non seulement financièrement, mais aussi politiquement. Cependant, vu la crise de toute la zone euro que déclencherait une telle sortie, il est évident que la bourgeoisie est prête à recourir à des moyens extrêmes pour l'empêcher. C'est pourquoi la solution à la crise ne peut venir que de l'intervention directe du prolétariat grec.

Une seule solution : un gouvernement des travailleurs qui annulerait la dette, romprait avec l'UE capitaliste et socialiseraient les moyens de production !

Les travailleurs ne doivent surtout pas attendre les prochaines élections et remettre leur sort entre les mains des dirigeants de la gauche réformiste qui pourraient rapidement diriger, participer à ou soutenir parlementairement (y compris sous la forme minimale de la simple « tolérance ») un gouvernement bourgeois qui poursuivrait pour l'essentiel les mesures d'aus-

1. Une étude indique que 2 électeurs sur 10 changerait de vote en cas de nouvelles élections. 94,6% des électeurs de *Syriza*, 88,5% de ceux du *PASOK* et 86,6% des électeurs des *Grecks indépendants* confirmeraient leurs votes. En revanche, 24% de ceux qui ont voté pour le *KKE* changerait leur vote, principalement pour *Syriza* (18%). 16% des électeurs des néo nazis (*Aube dorée*) voterait également pour *Syriza*

térité.



Nous pensons que les révo-

lutionnaires doivent se regrouper autour des questions progammatiques et stratégiques essentielles dans un parti commun, avec notamment *Antarsya*, et combiner deux orientations : développer l'auto-organisation dans les quartiers et les entreprises, s'adresser aux organisations du mouvement ouvrier (*Syriza*, *KKE*, *DIMAR*, *Antarsya*) pour :

– résister aux attaques et intimi-

dations des fascistes contre les immigrés et les militants ouvriers ;
– empêcher la mise en place des mesures d'austérité ;
– développer les occupations et les reprises d'entreprises sous gestion ouvrière ;
– préparer la grève générale ;
– développer les Assemblées générales et les regrouper.

Gaston Lefranc

Crise économique en Europe : Pas d'autre alternative que l'austérité à l'infini ou le socialisme !

L'accentuation de la crise en Europe

L'Europe est à nouveau globalement plongée dans la récession depuis fin 2011. Les prévisions sont revues à la baisse, et la réalité se révèle plus noire que prévu par les idéologues zélés de la bourgeoisie, pressés d'annoncer la sortie de crise (comme la direction de l'INSEE qui annonçait en mars que « la fièvre tombe »¹ : raté!).

En Grèce, après un recul de 7% en 2011, le PIB devrait baisser d'environ 5% en 2012. Le taux de chômage officiel grimpe très vite et atteignait en janvier 21,8%.

En Espagne et en Italie, la chute de l'activité est très nette et le PIB devrait reculer de près de 2% en 2012. Du coup, la spéculation contre la dette publique redouble dans ces deux pays et les taux d'intérêt s'envolent, alourdissant la charge de la dette à rembourser. Les « marchés » doutent de plus en plus de la capacité de ces deux pays à respecter leurs engagements de réduction du déficit public (5,3% du PIB en 2012 et 3% en 2013 pour l'Espagne ; 4,5% en 2012 et 3% pour l'Italie).

Au Portugal, la baisse du PIB est annoncée à 3,4% pour 2012, après un recul de 3,1% en 2011. Et le chômage dépasse désormais 14%.

Pour la première fois depuis les années 1970, le PIB du **Royaume-Uni** s'est contracté deux trimestres de suite (- 0,3% au 4e trimestre 2011 et - 0,2% au 1er trimestre 2012).

Aux **Pays-Bas**, pays célébré pour sa rigueur germanique, le PIB devrait baisser de 0,5% en 2012. L'annonce de mesures d'austérité supplémentaires (pour respecter l'engagement de réduction du déficit public) a fait voler en éclats la coalition au pouvoir (l'extrême droite étant son soutien au gouvernement) et de nouvelles élections sont convoquées en septembre. Néanmoins, le gouvernement a obtenu le soutien d'une partie de l'opposition pour son plan de rigueur.

La **France** n'est bien sûr pas épargnée : croissance nulle au 1er trimestre 2012 ; et la tension recommence à monter sur les marchés financiers, où le « spread » – écart entre taux allemand et français – ne cesse de grimper. Il a at-

teint le 23 avril 1,45 point contre 0,9 point début mars. En attendant, après le second tour de l'élection présidentielle, une attaque en règle pour accélérer le rythme des contre-réformes, que Hollande (vraisemblablement) aura la responsabilité de mener.

L'agenda des capitalistes pour faire payer la crise aux travailleurs

La dégradation de la situation économique conduit l'ensemble des gouvernements bourgeois (de droite, de gauche ou d'union nationale) à annoncer de **nouvelles mesures d'austérité** : plan de 16 milliards d'économie aux Pays-Bas ; coupes de 7 milliards dans la santé en Espagne (les retraités paieront désormais pour leurs médicaments et les actifs ne seront plus remboursés qu'à hauteur de 40% au lieu de 60% aujourd'hui) ; etc.

Dans sa dernière livraison², le FMI évoque le spectre d'une « autre crise » à venir et insiste sur la nécessité de compléter les mesures d'austérité par des **réformes structurelles** et des « *mesures*

1. Note de conjoncture de l'INSEE de mars 2012, http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/0312_ve.pdf
2. « Perspectives de l'économie mondiale », avril 2012, <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2012/01/pdf/textf.pdf>

qui réduisent les dépenses tendancielles et mettent en place des institutions et des règles budgétaires qui réduisent automatiquement les dépenses et les déficits au fil du temps ».

C'est exactement la finalité du nouveau traité européen et la Commission européenne vient de publier une note¹ appelant l'ensemble des pays à **flexibiliser leur marché du travail** et à suivre l'exemple de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie. Il s'agit de mettre fin à la « dualité » du marché du travail : il faudrait s'attaquer aux droits des travailleurs « protégés » pour permettre aux plus précaires d'avoir un emploi. On mesure tout le cynisme de la bourgeoisie qui cherche à opposer les travailleurs les uns contre les autres pour mieux liquider les acquis sociaux. Enfin, la Commission recommande aux États de **faire fluctuer le niveau du salaire minimum** en fonction de la conjoncture économique et du secteur économique, en accord avec les « partenaires sociaux ».

Les illusions keynésiennes

Avec la crise, les marges de manœuvre de la bourgeoisie se sont réduites. Alors que les partis « sociaux-démocrates » ont renoncé, même en parole, aux recettes keynésiennes, le flambeau a été repris par les antilibéraux comme le *Front de gauche* en France².

Pour les antilibéraux, la crise n'est pas le produit des contradictions du mode de production capitaliste, mais la conséquence d'une mauvaise politique économique. D'où l'idée qu'on pourrait sortir de la crise avec une bonne politique monétaire et budgétaire :

– permettre à la Banque centrale de faire fonctionner la

planche à billets ? Comme s'il suffisait de créer de la monnaie pour créer de la richesse. Faute de s'attaquer aux causes de la crise, soit ce surplus de monnaie serait stocké par les banques, soit il alimenterait l'inflation financière (une nouvelle bulle sur les marchés financiers) ou réelle (hausse des prix des marchandises). C'est d'ailleurs ce que reconnaît cyniquement une des idoles des antilibéraux, le prix Nobel Krugman, qui a affirmé : « *L'inflation n'est pas le problème, c'est la solution (...) Pour restaurer la compétitivité en Europe, il faudrait que, disons d'ici les cinq prochaines années, les salaires baissent, dans les pays européens moins compétitifs, de 20% par rapport à l'Allemagne. Avec un peu d'inflation, cet ajustement est plus facile à réaliser (en laissant filer les prix sans faire grimper les salaires en conséquence)* »³. Autrement dit, ce type de politique serait simplement un autre moyen de faire la crise aux travailleurs...

– augmenter les dépenses sociales et redonner du pouvoir d'achat aux travailleurs en augmentant les salaires et en menant une réforme fiscale redistributive ? Cette politique a été mise en place en France en 1981 et on connaît le résultat : deux ans plus tard, Mitterrand prenait le tournant de la « rigueur ». La raison en est simple : faute de s'attaquer au pouvoir des capitalistes sur l'économie, le volontarisme politique doit se soumettre à la logique capitaliste. Le moteur de l'accumulation (et donc de la croissance) est la maximisation du profit, et tout ce qui contribue à réduire les profits conduit à une perte de compétitivité, à une « grève » de l'investissement, aux délocalisations, etc. D'où une politique d'austérité très violente qui a suivi, pour mettre fin à la hausse

du déficit commercial et du déficit public.

Il n'y a pas de sauveur suprême qui pourrait nous sortir de la crise et redistribuer les richesses sans rompre avec le système capitaliste. Les gouvernements bourgeois ne peuvent que mettre en place la rigueur. Et le capitalisme ne peut sortir de sa crise systémique que par une immense destruction de capital, entraînée par une guerre ou un effondrement économique (faillites en cascade). Le système n'a donc que l'austérité à perpétuité ou la barbarie à nous proposer.

Notre réponse anticapitaliste à la crise

Notre différence fondamentale avec les antilibéraux ne réside pas tant dans le contenu des mesures d'urgence que nous mettons en avant, que dans les moyens que nous voulons nous donner pour pouvoir les mettre en place. Il faut non seulement exproprier les grandes banques capitalistes pour créer un monopole du crédit, mais il faut aussi que les grands moyens de production passent sous le contrôle des travailleurs, en commençant par l'expropriation des groupes du CAC 40 et la réorganisation radicale de l'économie. C'est la condition pour que la production puisse satisfaire les besoins sociaux et non les intérêts d'une minorité de parasites. C'est pourquoi nous mettons en avant la nécessité d'une mobilisation de notre classe qui aille jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la prise du pouvoir par les travailleurs. C'est la condition pour en finir avec le capitalisme et engager la construction, par les travailleurs eux-mêmes, du vrai socialisme. Ce n'est pas une utopie abstraite, mais la seule alternative concrète pouvant nous

1. « Vers une reprise créatrice d'emplois », 18 avril 2012, http://ec.europa.eu/news/employment/120419_fr.htm

2. « *C'est quand même incroyable de voir qu'on passe pour un révolutionnaire quand on est simplement keynésien* » (Mélenchon, *France Info*, 17 octobre 2011)

3. *Le Monde* du 30 janvier 2012 : http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/01/30/paul-krugman-1-inflation-n'est-pas-le-probleme-c-est-la-solution_1636446_3234.html

sauver d'une barbarie qui avance à grands pas pour nous mener vers l'abîme.

Du 17 au 19 mai aura lieu à Francfort un week-end d'action pour dénoncer les politiques d'austérité en Europe.

Nos intérêts sont les mêmes partout en Europe, et nous devons unir nos forces pour bloquer les plans de rigueur, tout en mettant en avant les mesures que devrait prendre un gouvernement des travailleurs : annulation de la dette,

appropriation des grands moyens de production par les travailleurs, rupture avec l'UE capitaliste pour aller vers une Europe socialiste.

Gaston Lefranc

TRIBUNE LIBRE FÉMINISTE

Travailleur/ses du sexe, femmes voilées : Enjeux et débats au sein du féminisme actuel

Ce topo découle d'un constat : le débat sur la pénalisation du client a créé au sein du NPA, mais aussi de l'ensemble du mouvement féministe des tensions similaires à celles apparues autour de la question du port du foulard par les musulmanes. De façon a priori inattendue, ces deux clivages se recoupent souvent au niveau des positions prises par les militantEs.

Nous avons donc tenté de réfléchir aux points communs de ces deux questions, ou plutôt de la façon dont elles sont posées, et de comprendre, au-delà des désaccords internes au parti, ce que cela implique pour la recomposition du mouvement féministe.

Partant du principe que le débat sur le voile est assez connu, nous commencerons donc par une rapide explication de celui sur la prostitution. Puis nous développerons sur les points communs entre les deux. Enfin, nous ouvrirons sur les enjeux pour le mouvement féministe actuel.

Le débat « prostitution »

Le débat est lancé à l'occasion d'un projet de loi visant à pénaliser les clients des prostitué·e·s. Début septembre, le Collectif National pour les Droits des Femmes (CNDF) inclut cette revendication dans son appel à la mani-

festation du 5 novembre contre les violences faites aux femmes. Or la plupart des organisations de gauche signent cet appel sans relever la présence de cette revendication, le CNDF visant d'ordinaire le consensus et l'appel faisant 3 pages. Il faut attendre que Act Up interpelle une à une les organisations signataires dans un courrier intitulé « Les putres ne sont pas des femmes ? » du 3 novembre, pour que certaines d'entre elles posent réellement le débat en interne.

Le clivage se concrétise violemment à la manifestation du 5 novembre, au cours de laquelle des manifestant·e·s d'Act Up et du Syndicat du TRAvail du Sexe (STRASS), pour avoir lancé des slogans hostiles à la pénalisation des clients sont physiquement attaqué·e·s par des militant·e·s abolitionnistes.

Le STRASS et Act Up continuent leur travail d'interpellation des organisations de gauche pour préparer la manifestation contre les violences faites aux travailleur·ses du sexe et aux prostituées du 17 décembre : leurs revendications portent sur le retrait de la loi sur la pénalisation des clients et sur l'accès aux droits sociaux pour les prostitué·e·s.

La question est donc peu à peu diffusée dans le mouvement féministe, autour de deux « chefs

de file » principaux se revendiquant d'une expertise sur la prostitution : le STRASS d'un côté, le Mouvement du Nid (association abolitionniste) de l'autre. Précaisons que ces deux organisations ne sont pas symétriques : le Nid est une association chapeautée par l'État et le Strass est un syndicat qui vise à l'auto-organisation des travailleur·euses du sexe.

Au sein du NPA, les rencontres nationales féministes des 11 et 12 décembre permettent de poser le débat largement, dans les AG et le bulletin de discussion national. La position qui en ressort est un refus de la pénalisation du client, dans la mesure où celle-ci expose les prostitué·e·s, et l'accès des prostituées aux droits sociaux. Cette position est adoptée au consensus. Elle ne signifie pas pourtant que le clivage n'existe pas ; en réalité il se place ailleurs que sur la question précise de la pénalisation.

Les divergences portent sur la façon dont on analyse/appréhende la prostitution. Les définitions « traditionnelles » : prohibitionniste (interdiction et répression des clients comme des prostitué·e·s), abolitionnisme (suppression de la prostitution) et réglementarisme (légalisation via des maisons closes) ne fonctionnent pas. Le STRASS lui-même ne souhaite pas le salariat, mais seule-

ment des coopératives. Certaines militantes soutenant l'accès aux droits sociaux et le refus de la pénalisation en tant que mise en danger des prostituées peuvent souhaiter à terme la disparition de la prostitution.

Il faut bien saisir que le débat ne porte pas sur la prostitution subie, la traite et l'esclavage sexuel, donc il est évident que tout le monde souhaite la disparition. La question est plutôt de savoir s'il existe réellement – s'il peut exister – une prostitution consentie. Le désaccord est visible dans l'emploi, réclamé par certaines militantes, du terme « système prostituateur », qui inclut l'idée que toute prostitution découle d'un système générale d'exploitation des femmes. Le terme de « travail du sexe », de « travailleur/ses du sexe », fait également débat ; certaines considèrent que la prostitution constitue un travail au sens de la rémunération contre la force de travail, pour d'autres le terme de travail, avec ce qu'il peut impliquer d'utilité sociale ou de formation professionnelle, est inacceptable.

Enfin, le choix de la catégorie de définition de la prostitution consentie fait débat : certaines la considèrent comme relevant par essence de la violence, d'autres plutôt du côté d'un choix de sexualité.

La question du libre arbitre est donc centrale.

Or le principe même de libre arbitre dans le travail est à relativiser, le travail étant par définition peu plaisant, et dans le système capitaliste une exploitation. Pour prendre un exemple extrême, le travail dans les mines n'est probablement pas particulièrement éprouvant, ni intellectuellement ni physiquement. Considérer que le travail du sexe est par essence pire, c'est donner au sexe un statut particulier, un enjeu moral. On peut par ailleurs retrouver celui-ci dans le débat autour du féminisme pro sexe, mouvement qui cherche à permettre aux femmes de se réapproprier leurs corps et

leurs sexualités sans tabous, mais qui se heurte à une opposition violente sur les questions de pornographie, de BDSM (Bondage, Discipline, Domination, Soumission, Sado-Masochisme), bref des limites de l'acceptable et de l'aliénation.

Si les débats sur la prostitution sont d'une rare violence, c'est qu'ils touchent à l'intime, ou plus exactement à la définition que chacun-e a de l'intimité, en quelque sorte le dernier rempart du privé dans un mouvement qui revendique que tout est politique. Or analyser le sexe, mais aussi plus largement le corps, comme une chose politique et relative, c'est lui dénier la valeur personnelle et taboue que les femmes sont éduquées à lui attribuer. Il est donc essentiel de décrédibiliser les propos et positions tenues par celles qui y ont un rapport différent ; cela s'est déjà vu, avec les affaires autour du port du foulard.

Aliénation et libre-arbitre

Comme nous le disions précédemment, les divisions du mouvement féministe autour de la question de la pénalisation des clients n'est pas sans rappeler celles autour de la question du foulard. Il n'est pas anodin de constater que l'hostilité du CNDF à la présence du STRASS en manifestation féministe n'a d'égal que celle envers la présence de femmes portant le foulard.

Dans les deux cas – prostituées et femmes voilées – plusieurs degrés d'interprétation se mélangent et concourent à la confusion de l'analyse :

Soit il s'agit de victimes absolues, par la violence et la domination ; il n'y a pas de foulard ni de prostitution choisie : dans ce cas il y a une incohérence de l'approche, à vouloir condamner des victimes.

Par ailleurs, c'est considérer qu'il s'agit de victimes stupides : abruties par leur aliénation, elles ne comprennent pas que les « choix

» qu'elles revendentiquent leur sont en fait imposés.

Ceci implique que certains choix sont plus réels que d'autres, ce qui dans notre société est assez discutable ; ainsi le fait d'être en couple, de se marier, d'avoir des enfants peut tout autant relever d'une aliénation malgré les dénégations de nombre de féministes concernées.

Soit le choix est réel, et dans ce cas elles sont complices de leur propre oppression, donc coupables de trahison envers leurs « sœurs » ; elles sont du côté de l'oppression patriarcale.

Or toutes ces interprétations découlent d'une perception monolithique de la question envisagée (prostitution ou voile) et de son sens, sans tenir compte de celui que lui attribuent les premières concernées, et qui peut être extrêmement variable.

Un problème commun à toutes les femmes, et particulièrement aux travailleuses du sexe et aux femmes voilées est que le corps des femmes est sous le contrôle de l'État, des lois et des institutions (famille, mariage) d'où la revendication des féministes des années 70 « Mon corps m'appartient ».

Re-partir du corps, « mon corps m'appartient »

Pour Nawel El-Saadawi (une féministe marxiste égyptienne), une femme qui porte le voile est aussi provocatrice que si elle était nue. Pour Saadawi, le foulard est un habit oppressif qui soumet les femmes au contrôle social et qui incarne le corps des femmes comme quelque chose de honteux.

« Je suis contre l'idée que le corps des femmes est une honte (...). Nous devons avant tout considérer les femmes comme être doué de raison »

Même si c'est une affirmation juste puisque le voile est effectivement un instrument différentieliste, qui marque le genre, au même titre que les vêtements « occidentaux » (jupes, décolleté) et

cache le corps des femmes, il n'en reste pas moins que cette idée ne peut être une position de principe. En effet, on ne peut pas mettre sur le même plan, le fait de porter le voile en France où règne un climat islamophobe, un racisme d'État, où l'on légifère contre des individus qui portent un foulard (loi du 15 mars 2004) et non en luttant contre les institutions religieuses (cf. financement d'écoles religieuses, statut de l'Alsace/Lorraine) et celles qui le portent parce qu'il est institutionnalisé par des régimes islamistes, par exemple en Iran ou en Arabie saoudite.

Il existe une typologie du foulard. Le voile porté par les femmes iraniennes est quelque chose qui a été institutionnalisé en 1979, c'est donc oppressif. Il n'a pas la même signification que lorsque certaines femmes iraniennes l'ont porté en réaction au régime du Chah, contre l'impérialisme occidental. Une solidarité de classe avait émergé à ce moment-là, entre les femmes qui ne le portaient pas, souvent des femmes issues de la classe moyenne voire aisées, et les femmes issues du prolétariat iranien qui portaient le voile plus majoritairement.

A plus forte raison, on ne peut assimiler le port du voile en régime islamiste à celui porté en France, Belgique ou au Royaume-Uni. De plus, il existe un effet générationnel, les jeunes femmes françaises, souvent racisées, revendiquent de porter le foulard, c'est quelque chose qu'elles assument. Le foulard est alors perçu comme un instrument de résistance à l'oppression de race, de classe et de sexe.

C'est pourquoi il est nécessaire de penser les oppressions, qu'elles soient sexistes, racistes, classistes et de sexualité, de manière articulée entre elles et non pas de manière hiérarchisée, c'est un enjeu important pour le mouvement ouvrier : l'intersectionnalité des luttes doit être au centre de nos analyses.

La question du libre-arbitre

Le libre-arbitre est une notion imprégnée de l'idéologie dominante et libérale. On a le choix de faire tout ce que l'on veut pourvu que l'on s'en donne les moyens prétend-elle. Le libre-arbitre est à mettre en lien avec le pseudo-idéal de « méritocratie », le pouvoir des plus méritant·e·s. Cette conception efface complètement l'idée qu'il existe des rapports de force internes à la société patriarcale, capitaliste, raciste (luttes des classes, effet de la reproduction sociale).

Ainsi, les travailleur·e·s du sexe peuvent être « poussé·e·s » à faire ce travail par la précarité, de même que d'autres travailleur·e·s de secteurs d'activité différents. Le fait de porter le voile s'inscrit dans cette problématique du « choix » quoique à un autre niveau que le choix d'exercer un travail. Il est vrai que des jeunes femmes ont pu subir une pression parentale pour le porter mais il est important d'écouter la parole des femmes qui le portent par « choix » religieux, ou le sentiment d'appartenir à une communauté. Ainsi, le discours selon lequel, si elles se voilent « volontairement » c'est qu'elles n'ont pas conscience de leur oppression, est quelque chose de faux et maladroit. Bien sûr, on ne peut pas réflechir uniquement de manière relativiste et avoir des positions est une chose nécessaire pour avancer. Pourtant, on ne peut oublier l'héritage colonial qu'est la « mission civilisatrice » pour analyser le phénomène. Porter le voile parce qu'elles sont musulmanes découle d'une base matérielle au repli religieux :

« La misère religieuse est tout à la fois l'expression de la misère réelle et la protestation contre cette misère là. [...] »

Cette citation de Marx explique que le repli religieux est l'expression d'une protestation sociale. A la fois, porter le voile s'explique par le fait d'être croyante mais aussi c'est l'expression d'une

conscience quelle soit de classe, de sexe, de race. Elles ne sont pas des victimes absolues de « leurs hommes » (père, frère, oncle, salafistes) comme elles sont souvent érigées ou des déviantes qu'il faut recadrer :

« Paradoxalement, c'est être opprimées par des hommes musulmans qui rendrait les musulmanes susceptibles d'incarner l'ennemi public numéro un de la sécurité nationale » (Maria Eleonora Sanna, Ces corps qui ne comptent pas : les musulmanes voilées en France et au Royaume-Uni)

Vers un féminisme inclusif ?

La grande question est : à quel titre certaines féministes sont-elles plus légitimes, plus objectives en somme, pour définir le sens de certaines pratiques que les premières concernées ?

Le simple fait de se positionner comme « en-dehors/au-dessus » du débat, comme ayant le recul nécessaire pour juger (et condamner) les motivations personnelles d'autres femmes découle d'une absence d'interrogation sur son propre point d'énonciation. L'enjeu est donc de souligner que les féministes antivoiles ne sont pas « neutres » sur le sujet ; elles sont le plus souvent blanches, et ont des préjugés islamophobes qui s'inscrivent dans la structure raciste de l'État français. De la même façon, les courants anti-travail du sexe ne sont pas « objectifs » ; ils sont issus d'une culture judéo-chrétienne qui condamne l'activité sexuelle non reproductive.

Il ne s'agit pas ici de dire qu'il est impossible d'élaborer une analyse sans être directement concerné·e·s par une question. Il s'agit simplement de poser que la parole, la version des faits de celles qui le sont doit être entendue et réellement prise en compte – et pas simplement écartée comme provenant d'une aliénation trop profonde.

Il ne s'agit pas non plus de nier les processus d'aliénation ou

les déterminismes sociaux. Il s'agit plutôt d'établir que chacun-e en est l'objet et qu'il n'y a pas a priori d'êtres humains intégralement émancipés, et que donc les jugements que nous portons les un-e-s sur les autres doivent tenir compte de nos propres déterminismes et aliénations.

En somme, il s'agit de développer notre capacité d'auto-critique pour affiner nos analyses et nos positions, mais aussi pour construire un mouvement féministe réellement collectif, c'est-à-dire incluant toutes les femmes, y compris les travailleuses du sexe et les musulmanes voilées. C'est là le principal

enjeu de ces débats et de l'avenir du mouvement féministe.

C. (comité Sorbonne, Commission nationale d'Intervention Féministe du NPA)
et R. (comité Sorbonne, Secrétariat national jeune du NPA, Tendance CLAIRE)

TRIBUNE LIBRE

Ministère de la Culture : ne rien lâcher !

Aurélie Filippetti est la nouvelle ministre de la culture du gouvernement Hollande. Cette femme, fille d'ouvrier communiste, romancière et militante du PS, a été nommée le 16 mai dernier par Jean-Marc Ayrault à la tête de ce ministère. Les espoirs sont grands envers elle tant les chantiers sont nombreux et l'état de la culture en réelle dégénérescence.

Ses premières promesses ont d'ailleurs été accueillies avec satisfaction dans les milieux culturels qui sont généralement et historiquement situés plutôt à gauche. Citons par exemple sa volonté de débloquer « rapidement » certains crédits du ministère qui avaient été gelés sous le précédent gouvernement : « *Le précédent gouvernement avait fait des gels budgétaires en début d'année qui ont considérablement pénalisé non seulement les compagnies dramatiques mais aussi les centres chorégraphiques, les festivals, les orchestres* » (Au. Filippetti, *France Inter*, Lundi 21 mai).

Elle s'est également dite favorable à un retour de la TVA à 5,5% sur le livre, ce qu'espéraient tous les libraires indépendants des grandes maison d'édition.

Elle a évoqué la possibilité d'une « *éducation artistique de la maternelle à l'université* » dont

elle devra dessiner les contours avec Vincent Peillon, le ministre de l'Éducation, et s'est dite prête à soutenir le spectacle vivant, déplorant que les structures chorégraphiques, dramatiques, musicales du spectacle vivant et de la création « *aient été asphyxiées par une politique de gel budgétaire* » (déclaration à l'AFP, 19 mai 2012).

Bref, toutes ces mesures, ou plutôt promesses, semblent bien sûr progressistes dans le contexte actuel. Mais si l'on se penche plus particulièrement sur trois chantiers décisifs (l'audiovisuel, Hadopi et les intermittents du spectacle), on ne peut que constater que Filippetti n'a nulle intention de s'en prendre à la dure réalité du système capitaliste et de l'austérité.

Concernant l'audiovisuel, Filippetti veut que, d'ici début 2013, la nomination des présidents des chaînes publiques par le chef de l'État soit remplacée par un « *nouveau CSA* » dont les membres seraient désignés par les commissions culturelles de l'Assemblée nationale et du Sénat. Sur *France Inter*, elle a en effet déclaré que « *cela permettra une plus grande indépendance du CSA vis-à-vis du pouvoir exécutif, pour l'intitulé on verra, ce sera un nouveau CSA* ». La suppression de la désignation

des patrons de l'audiovisuel public par le président de la République est à saluer, tant le processus instauré par Nicolas Sarkozy était anti-démocratique.

Mais si le PS obtient la majorité parlementaire, ce sera donc lui et lui seul (les commissions sont tenues et contrôlées par la majorité en place) qui désignera les membres d'une instance appelée ensuite à nommer les futurs PDG de *France Télévision* et de *Radio France*. Et alors, où est le progrès ? Quelles seront les garanties d'indépendance vis-à-vis du pouvoir ? Et pourquoi confier à des parlementaires, qui auront naturellement une lecture politique du rôle qui leur est confié, le soin de composer une instance dont les membres devront leurs mandats à une poignée de députés et de sénateurs majoritairement de gauche ? Finalement la question principale n'est pas réglée : celle de l'indépendance des médias audiovisuels vis-à-vis du monde politique.

Pour notre part, nous considérons qu'il faut une réelle indépendance de l'audiovisuel, des médias et de la presse pour les libérer du diktat des industries culturelles des médias, des « chiens de garde » du capitalisme. Il faut créer un véritable service public des médias et de l'audiovisuel en expropriant les

grands groupes capitalistes et en le plaçant sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes.

Sur la loi HADOPI, qui vise à réprimer le partage sur Internet des fichiers soumis au droit d'auteur ou plutôt aux grosses maisons de production musicale et cinématographique, Aurélie Filippetti avait déclaré, dans une interview fin 2011 : « *Moi, je veux supprimer Hadopi, oui. Ne nous trompons pas : le numérique est une aubaine, il va nous permettre de multiplier les formes artistiques et leur consommation. Il faut sortir d'une vision malthusienne et mettre fin au modèle répressif. Pour le remplacer, nous mettrons à contribution les bénéficiaires de la chaîne numérique afin de collecter une somme qui servira à rémunérer les auteurs.* » (Le Monde, 22 décembre 2011).

Bref, une mesure effectivement « normale » pour un gouvernement de « gauche ». Sauf que, depuis son élection, la ministre de la culture a quelque peu retourné sa veste, sans doute face aux grognements des grands patrons de l'industrie culturelle qui contrôlent le net. Ainsi, elle a déclaré lors du Festival de Cannes qu'elle mettrait finalement en place « *une nouvelle méthode de concertation, sans brutalité, sans précipitation, sans opération de communication qui ne débouche pas sur des réalités concrètes* ». A cette occasion, sera effectué un « *bilan* » de la Hadopi, avec « *ses forces et ses faiblesses* ». Samedi, la veille de son arrivée au festival, Aurélie Filippetti avait déjà donné un gage aux pro-Hadopi : elle avait annoncé à son directeur de cabinet durant la campagne, Juan Branco, qu'il ne ferait pas partie de son équipe rue de Valois. Or Juan Branco était un militant anti-Hadopi de la première heure, ayant notamment été, en 2009, à l'origine d'une tribune anti-Hadopi cosignée par Chantal Akerman, Victoria Abril, Catherine Deneuve, Louis Garrel, Chiara

Mastroianni et son père, le producteur Paulo Branco¹.

Par ailleurs François Hollande avait écrit une lettre à Nicolas Seydoux, président de l'ALPA (Association de Lutte contre la Piraterie Audiovisuelle), pour lui dire qu'il jouerait un rôle moteur sur ce dossier. Or cet homme dont l'avis est écouté dans le monde du cinéma souhaite le maintien d'un volet répressif, seule arme dissuasive à ses yeux.

Cet exemple montre une nouvelle fois que, lorsque l'on est ministre dans un pouvoir qui défend les intérêts des capitalistes, les belles promesses font trois petits tours et puis s'en vont...

Il faut abroger immédiatement Hadopi qui renforce les capitalistes et asphyxie les labels de musique et de cinéma indépendants, il faut créer une plate-forme publique de téléchargement et on peut inventer un autre système plus juste de rémunération des artistes qui ne soit pas dépendant des grands groupes de l'industrie culturelle.

Enfin, sur les intermittents du spectacle qui sont de plus en plus précarisés et dont le système même risque à courte échéance de disparaître car il n'est absolument pas rentable pour le capitalisme, il est important de regarder de plus près ce qu'a dit Aurélie Filippetti, ou plutôt ce qu'elle n'a pas dit. Elle a souligné qu'il faudrait rouvrir ce dossier avant fin 2013, date de l'expiration des conventions Unedic (dossier en hibernation sous Sarkozy par peur de la réaction des travailleurs intermittents, souvent très combatifs et notamment nombreux dans les médias, donc dangereux pour le pouvoir). Toujours à Cannes, elle a déclaré : « *Nous serons vigilants à préserver ce système qui contribue à soutenir la création française* » Avant de préciser qu'« *il faudra être lucide, courageux, mais aussi savoir où on veut aller, vers le soutien à la création, au spectacle vivant* ». Bref, pas très claire sur

les intentions du nouveau gouvernement sur ce dossier !

Avec les travailleurs et travailleuses du spectacle, nous exigeons le retour au régime d'assurance chômage d'avant 2003, date à laquelle le patronat et la CFDT avaient signé un accord pourri concernant les annexes 8 et 10, qui diminue drastiquement le droit des intermittents. Des luttes ont été lancées, des collectifs créés, des festivals annulés, grâce à la grève des travailleurs du spectacle, mais malheureusement la réforme est passée, et des milliers d'intermittents ont perdu leur statut et ont été plongés dans une grande précarité. Ne rien faire aujourd'hui pour revenir sur cette réforme, c'est capituler devant le MEDEF, devant le grand patronat, et nous ne sommes pas étonnés que ce nouveau ministère de la Culture soit déjà en train de capituler... ou plutôt d'approuver indirectement les attaques contre les travailleurs du spectacle.

L'intermittence est un statut déjà précaire ; c'est pourquoi, en plus de revenir sur la réforme de 2003, il faudrait mettre en place un système plus mutualiste et un élargissement du champ d'application des annexes 8 et 10 à toutes les activités artistiques non prises en compte à ce jour (plasticiens, photographes, sculpteurs, peintres, etc.).

Pour conclure, il nous faut également parler de la RGPP (Révision générale des politiques publiques) qui est, *in fine*, la cause des coupes drastiques dans les secteurs culturels divers. Dire qu'on va débloquer de l'argent pour la culture sans remettre en cause la RGPP, comme le dit Madame Filippetti, c'est mentir de façon honteuse aux travailleurs. La RGPP, qu'approuve le Parti socialiste, est synonyme de précarisation des agents non titulaires, de coupes budgétaires pour les collectivités, de partenariats de plus en plus étendus avec le privé et

1. Cf. <http://www.liberation.fr/culture/0101560675-lettre-ouverte-aux-spectateurs-citoyens>

les multinationales, alors que dans le secteur culturel déjà un quart des salariés sont précaires (26%). Bref, la RGPP est une véritable arme d'austérité anti-sociale que les travailleurs du secteur culturel doivent détruire par la grève et l'auto-organisation et non pas en faisant confiance à des ministres prétendument socialistes. Dans nos revendications immédiates pour les salariés du secteur culturel, nous devons donc intégrer la restitution des emplois supprimés, la mise en place d'un plan de recrutement massif de ti-

tulaires en fonction des besoins réels, des formations à la hauteur des missions d'un service public culturel digne de ce nom et d'un nouveau plan de titularisation de tous et toutes les précaires et non-titulaires qui le souhaitent, sans condition de concours ni de nationalité. Nous devons aussi exiger des moyens supplémentaires alloués à l'éducation artistique, assortis de la possibilité pour les artistes et techniciens de comptabiliser ces interventions artistiques et pédagogiques dans leurs ouvertures de droits et indemnisations.

On le voit, malgré toutes les belles promesses de la nouvelle ministre de la culture, le capitalisme et l'austérité vont prendre le dessus. Il sera donc nécessaire de se mobiliser, de s'organiser, à la base, dans la culture et ailleurs, pour faire plier ce gouvernement, pour bloquer l'austérité, pour détruire le capitalisme et construire le véritable socialisme, seul système qui permettra l'épanouissement et la réelle démocratisation culturelle.

Laszlo Merville

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO

Éditorial

- Aucun état de grâce pour Hollande ! Sans attendre, préparons et engageons des mobilisations pour imposer nos volontés au nouveau gouvernement et au patronat (p. 2)

France

- Quelques données sociologiques sur les résultats du premier tour de l'élection présidentielle (p. 5)

Pour l'orientation du NPA

- Bilan critique de la campagne Poutou (p. 10)
- Bilan du Conseil Politique National du NPA des 12-13 mai 2012 (p. 14)

Luttes de classes en France

- Le bassin de Lacq dans les Pyrénées-Atlantiques : d'une question identitaire à un plaidoyer anticapitaliste (p. 15)
- Dégraissage chez Aoste qui veut fermer son usine « Calixte » à Boffres en Ardèche (p. 17)

Internationalisme

- Grèce : un tsunami électoral balaye la gauche et la droite pro-austérité et approfondit la crise politique (p. 20)
- Crise économique en Europe : Pas d'autre alternative que l'austérité à l'infini ou le socialisme ! (p. 25)

Tribunes libres

- Travailleur/ses du sexe, femmes voilées : enjeux et débats au sein du féminisme (p. 27)
- Ministère de la Culture : ne rien lâcher ! (p. 30)

Qui sommes-nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondation du NPA, par les militants venant de l'ex-Groupe CRI, certains de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis. La Tendance CLAIRE a initié en mai 2010 le Collectif pour une Tendance Révolutionnaire (CTR) qui, avec d'autres camarades, a fonctionné jusqu'au dernier congrès du NPA (février 2011), portant la plateforme 4 (3,7% des voix). Trois des six élus de la position 4 au Conseil Politique National (CPN) du NPA sont membres de la Tendance CLAIRE.

La TC poursuit maintenant son combat originel pour constituer une grande Tendance révolutionnaire du NPA et s'adresse tout particulièrement aux camarades de la position 2 du NPA, en proposant de défendre un programme révolutionnaire cohérent et de le porter dans la lutte des classes, les entreprises, la jeunesse. Cela implique de combattre résolument les orientations mises en œuvre par la direction actuelle de notre parti et de surmonter, par le débat démocratique et la confrontation politique, les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs du NPA. En effet, c'est le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la « gauche de la gauche » qui est à l'origine de la crise actuelle du NPA.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin *Au CLAIR de la lutte* (N° ISSN : 2101-6135).

Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63